

# RAPPORT ANNUEL 2017



RÉGIME DE RETRAITE DANS LES SERVICES PUBLICS DU N.-B.

**Régime de retraite dans les services publics du N.-B.  
Rapport annuel 2017**

Publié par :

**VESTCOR**

C.P. 6000  
Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1  
Canada

ISBN: 978-1-4605-1338-5



# Table des matières

Glossaire.....	1
Lettre de la présidente.....	2
Participation au Régime.....	3
Gouvernance du RRSPNB.....	5
Conseil des fiduciaires.....	5
Documents constitutifs.....	11
Fonctionnement du RRSPNB.....	13
Coût d’administration du RRSPNB.....	14
Faits saillants financiers.....	15
Analyse financière.....	16
Résultats de la gestion des risques.....	19
Rendement des placements.....	21
Composition de l’actif.....	22
Rendements en 2017 .....	23
Annexe A : Résumé des décisions et réalisations du conseil en 2017.....	25
Annexe B : Modifications aux documents constitutifs en 2017.....	27
Annexe C : Tableau du rendement composé du RRSPNB .....	28
Annexe D : États financiers du RRSPNB.....	32



# Glossaire

**Fiducie du RRSPNB** – Fonds de pension du RRSPNB.

**Loi sur les prestations de pension** – Loi provinciale régissant le Régime de retraite dans les services publics du Nouveau-Brunswick et d’autres régimes de pension de la province.

**LPRSP** – *Loi sur la pension de retraite dans les services publics*, le régime de pension à prestations déterminées antérieur au RRSPNB.

**RCV** – Rajustement au coût de la vie, aussi appelé inflation.

**RRPSP** – Régime à risques partagés dans les services publics (créé le 1<sup>er</sup> avril 2014).

**RPENB** – Régime de pension des enseignants du Nouveau-Brunswick, copropriétaire à parts égales avec le RRSPNB de la Société Vestcor.

**RRSPNB** – Régime de retraite dans les services publics du Nouveau-Brunswick. Auparavant connu sous le nom de RRPSP, il a été renommé en avril 2016.

**Vestcor Inc.** – Société fournissant des services de gestion et d’administration des placements au RRSPNB. Elle était auparavant composée de deux entités distinctes, la Société de gestion des placements Vestcor (SGPV) et la Société des services de retraite Vestcor (SSRV).

# Lettre de la présidente

Quand je pense aux réalisations du conseil et aux défis auxquels il a été confronté depuis la conversion au Régime de retraite dans les services publics du Nouveau-Brunswick, le 1<sup>er</sup> janvier 2014, je suis très satisfaite des progrès que nous avons accomplis. L'année 2017 a été couronnée de succès, elle aussi, et je suis très heureuse de vous présenter notre rapport annuel de 2017 au nom du conseil des fiduciaires.

En 2017, notre rendement s'est chiffré à 7,81 % (avant déduction des frais de gestion des placements), dépassant l'indice de référence du rendement de 6,72 % et rapportant 559,2 millions de dollars en revenu de placement net au Régime. De plus, les rendements à long terme du Régime sont demeurés solides par rapport au rendement actuariel hypothétique, ce qui nous a permis d'atteindre et de dépasser les objectifs de gestion des risques fixés par notre actuaire afin de déterminer la capacité du Régime à fournir des prestations à long terme aux participants.

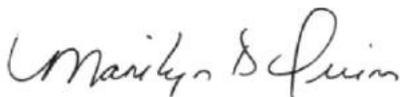
Ces rendements ont également permis au conseil des fiduciaires d'offrir à tous les participants un rajustement au coût de la vie intégral (correspondant à l'indice des prix à la consommation du Canada). Accordé pour une sixième année consécutive, le rajustement de 1,88 % est le plus élevé jamais accordé à nos participants à ce jour. Il sera appliqué aux prestations des participants actifs, retraités ou bénéficiant de droits acquis différés en date du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Bien que ces rendements positifs et ce rajustement soient de bonnes nouvelles, le conseil des fiduciaires a continué de se concentrer sur la viabilité à long terme du Régime. L'année 2017 a été marquée par notre volonté d'améliorer continuellement les pratiques de gouvernance. Lors de l'examen annuel de notre cadre de gouvernance, nous avons dressé une liste des initiatives stratégiques importantes que nous avons commencé à dresser, notamment l'élaboration d'une stratégie de communication pour améliorer la compréhension et la mobilisation des participants par rapport à leur pension et leur permettre de prendre des décisions éclairées, qui auront une incidence positive sur leur retraite et leur bien-être financier à l'avenir.

Nous sommes impatients de continuer à servir nos participants et nous remercions nos fournisseurs de services de nous aider à remplir notre mandat.

Mes cordiales salutations.

La présidente,



Marilyn Quinn

Le 8 août 2018

Fredericton (Nouveau-Brunswick)

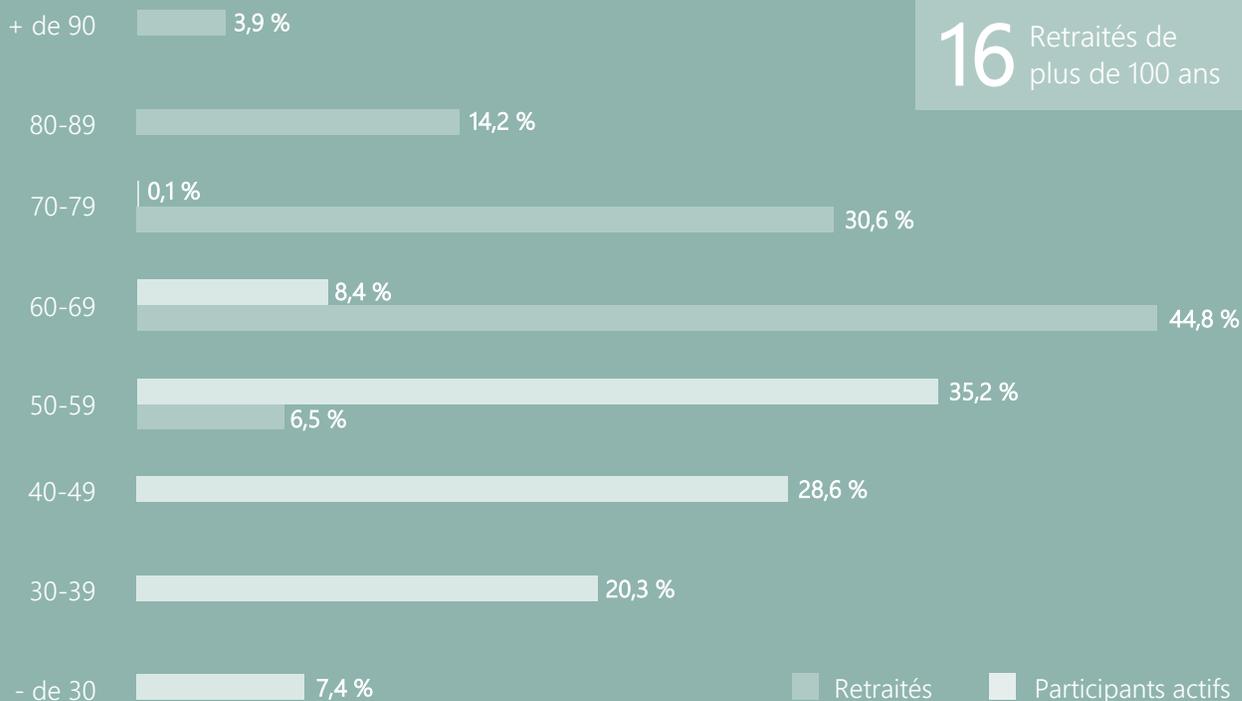
# Participation au Régime

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018

## Nombre de participants



## Répartition selon l'âge



Saviez-vous que votre Régime compte...

**16** Retraités de plus de 100 ans



# RRSPNB

## GOUVERNANCE

## Conseil des fiduciaires

Le conseil des fiduciaires assure la gouvernance et l'administration globales du RRSPNB conformément à la *Loi sur les prestations de pension* et aux documents constitutifs (voir la page 11).

Ses fonctions comprennent :

- l'établissement des niveaux de cotisation des employés et des employeurs et des prestations conformément à la politique de financement;
- l'octroi d'une indexation des prestations (rajustements au coût de la vie ou RCV);
- la surveillance de l'administration des prestations de pension et la gestion des placements.

Le conseil initial a été établi en janvier 2014 et est composé d'un nombre égal de représentants des employés et des employeurs. Le gouvernement provincial a nommé trois fiduciaires, dont l'un devait être un participant qui avait pris sa retraite avant la conversion du Régime, tandis que trois ont été nommés par les syndicats qui ont signé le protocole d'entente (PE). Deux observateurs ont été nommés, dont l'un par les sections locales du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) qui ont signé le PE et l'autre par le Syndicat du Nouveau-Brunswick. Ces observateurs ont assisté aux réunions du conseil, mais n'avaient pas le droit de vote.

Le conseil des fiduciaires se compose maintenant de neuf fiduciaires et un poste reste vacant : quatre sont nommés par les syndicats et cinq, par le gouvernement provincial (dont un est un retraité). Parmi les quatre nommés par les syndicats, un est nommé par le Syndicat des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick, un par le Syndicat des employés des secteurs public et privé du Nouveau-Brunswick, un par la section locale 37 de la Fraternité internationale des ouvriers en électricité et un par le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP).

Quatre nouveaux fiduciaires ont été nommés au conseil début 2017 : Katherine Greenbank, Denise Pinette, Sébastien Deschênes et Odette Robichaud (ancienne observatrice). Le mandat de Mark Gaudet, Leonard Lee-White, Marilyn Quinn, Ross Galbraith et Susie Proulx-Daigle a été renouvelé.

### Marilyn Quinn - présidente

Marilyn est une infirmière immatriculée à la retraite et ancienne présidente du Syndicat des infirmières et des infirmiers du Nouveau-Brunswick (SIINB) où elle a servi en tant que présidente pendant 12 ans à défendre l'intérêt des infirmières immatriculées à la fois à la table des négociations et dans le milieu de travail. Elle a pris sa retraite du SIINB en décembre 2016. De plus, elle a siégé au Conseil exécutif national de la Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers pendant douze ans. Elle est également fiduciaire du Régime à risques partagés de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick.

### Leonard Lee-White - vice-président

Leonard est sous-ministre adjoint au ministère des Finances, Division de la trésorerie et compte de nombreuses années d'expérience dans les services publics à donner des conseils en placements de fonds de pension et en gestion du risque auprès du gouvernement et de conseils de fiduciaires. Il a été vice-président de la Société de gestion des placements du Nouveau-Brunswick. Analyste financier agréé, il est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires de la Ivey School of Business en plus d'avoir des diplômes en génie et en sciences de Dalhousie University.

### Sébastien Deschênes, DBA, CFA, CPA - fiduciaire

Sébastien est doyen de la Faculté d'administration de l'Université de Moncton et professeur de comptabilité. Il détient les désignations professionnelles d'analyste financier certifié et de comptable professionnel agréé. Il a siégé sur le conseil d'administration de l'Institut des comptables agréés du Nouveau-Brunswick et est présentement administrateur d'UNI Coopération financière. Il a aussi déjà été membre du comité de retraite des professeurs et professeurs de l'Université de Moncton. Avant son emploi à l'Université de Moncton, il a travaillé dans un grand cabinet d'auditeur comptable à Montréal.

### Ross Galbraith - fiduciaire

Ross est administrateur de la section locale 37 de la Fraternité internationale des ouvriers en électricité et il représente le Canada au conseil exécutif international de la fraternité. À ce titre, il est fiduciaire de la caisse de retraite de la fraternité et membre du conseil d'administration du National Electrical Benefit Fund et du National Electrical Annuity Plan. Il siège à titre de commissaire au conseil d'administration de la Saint John Energy et de président de l'Atlantic Utility Council de la fraternité. Il est diplômé du programme de technologie chimique du New Brunswick Community College.

### Mark Gaudet - fiduciaire

Mark est sous-ministre adjoint de la Division des services stratégiques, au ministère des Transports et de l'Infrastructure. Il possède une vaste expérience en administration des régimes de pension et dans la prestation de conseils en matière de politiques relatives aux pensions. Il a occupé le poste de fiduciaire d'un régime de pension à administration conjointe. Il est titulaire d'une maîtrise et d'un baccalauréat en administration des affaires de l'Université du Nouveau-Brunswick. De plus, il est un ancien membre du conseil d'administration canadien de l'International Foundation of Employee Benefit Plans.

### Katherine Greenbank, BAA, CPA, CMA - fiduciaire

Katherine a pris sa retraite de Service Nouveau-Brunswick où elle était Directrice administrative de l'intégration des systèmes financiers. Auparavant, elle était à FacilicorpNB et elle a aussi travaillé au sein de grandes entreprises au Canada atlantique, dont Cendant, JD Irving, NBTel et Labatt. Elle est une participante (à la retraite) du Régime de retraite dans les services publics du Nouveau-Brunswick. Elle est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'Université du Nouveau-Brunswick ainsi que d'une désignation de comptable professionnel agréé.

### Susie Proulx-Daigle - fiduciaire

Susie est présidente du Syndicat du Nouveau-Brunswick, elle est aussi administratrice du Régime de retraite de certains employés syndiqués des hôpitaux du Nouveau-Brunswick et elle siège au Comité permanent des régimes d'assurance. De plus, elle est vice-présidente nationale du Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public. Elle est finissante du programme *Harvard Trade Union Program* de Harvard University.

### Denise Pinette, MBA, BAA, CPA, CMA - fiduciaire

Denise est une agente de liaison financière au Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance. Elle a occupé le poste de contrôleur aux opérations canadiennes de Twin Rivers Paper, ainsi que des postes de gestion auprès de Fraser Papers. Elle a aussi été chargée de cours en comptabilité à l'Université de Moncton à Edmundston. Elle détient une maîtrise en administration des affaires de l'Université Laval ainsi qu'une désignation de comptable professionnel agréé.

### Odette Robichaud - fiduciaire

Odette est une sténographe judiciaire, présidente du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), section locale 1840, et membre du conseil exécutif de la division du SCFP du Nouveau-Brunswick. Elle est membre observatrice de la Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick et vice-présidente responsable de la Condition féminine au SCFP-NB comme à la Fédération du travail du Nouveau-Brunswick. Dans son milieu de vie, elle a participé à un projet de regroupement à titre de présidente du comité consultatif du district de services locaux Inkerman Centre.

### Leigh Sprague - observateur

Leigh est titulaire d'un diplôme en droit de l'Université du Nouveau-Brunswick et membre du Barreau du Nouveau-Brunswick, de l'Association du Barreau canadien et de l'Association canadienne des avocats du mouvement syndical. Il représente le Syndicat du Nouveau-Brunswick et lui donne des avis juridiques. Il est également impliqué à titre consultatif en ce qui concerne la planification stratégique et les développements politiques, législatifs et d'ordre réglementaire qui pourraient affecter le Syndicat. Il agit à titre de négociateur en chef du Syndicat pour ses plus importantes conventions collectives et exerce une supervision sur toutes les activités de négociation du Syndicat. En outre, il représente le syndicat auprès de divers groupes de travail et comités externes.

## Nominations en 2018

### Bill Murray - observateur

Bill est surveillant des installations au New Brunswick Community College de Moncton. Président de la section locale 5017 du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), il a été nommé en tant qu'observateur au RRSPNB le 19 mars 2018 par les présidents des sections locales 5017, 1840 et 1252 du SCFP.

## Obligation fiduciaire

Les fiduciaires nommés au conseil ont une obligation fiduciaire à l'égard du Régime, c'est-à-dire qu'ils ne représentent pas la partie qui les a nommés. Ils doivent plutôt agir dans l'intérêt véritable du RRSPNB et de ses participants en tout temps lorsqu'ils administrent les affaires du Régime.

Les fiduciaires se font confier les biens d'une autre personne; dans ce cas, il s'agit des pensions et des prestations connexes des participants au Régime. Ils sont tenus par la loi de faire passer les intérêts du Régime et de ses participants avant les leurs. Ils doivent aussi se comporter en fonction des normes les plus élevées d'intégrité, d'honnêteté, d'indépendance, d'équité, d'ouverture et de compétence.

Le défaut par un fiduciaire de ne pas exercer son obligation fiduciaire de façon appropriée, comme ne pas divulguer ou régler les conflits d'intérêts, peut entraîner des mesures disciplinaires, la révocation de sa nomination ou même des poursuites civiles ou criminelles.

## Formation des participants du conseil

Les membres du conseil sont tenus de participer régulièrement aux programmes de formation continue afin d'assumer leurs fonctions de fiduciaire avec efficacité et de prendre les meilleures décisions pour le Régime et ses participants. La formation continue vise à améliorer leurs connaissances et leur compréhension de la gouvernance, de l'administration et des placements dans le domaine des pensions.

Les membres du conseil reçoivent une formation continue au moyen du recueil régulier de nouvelles et d'articles d'intérêt, de présentations structurées à leurs réunions, ainsi que par la participation aux conférences et colloques appropriés. En 2017, le conseil a entendu des présentations sur les prochaines améliorations au Régime de pensions du Canada, les stratégies d'investissement à faible volatilité, la gestion des risques liés à la cybersécurité et les scénarios d'application de la politique de financement. Les membres ont aussi assisté à un atelier au cours duquel ils ont contribué à la préparation d'un plan stratégique pluriannuel.

Un programme de croissance et de perfectionnement a été établi pour énoncer des lignes directrices en matière d'éducation pour aider le conseil à honorer ses obligations fiduciaires. Ce programme comporte une première séance d'orientation à l'intention des fiduciaires ainsi que des activités continues qui tiennent compte de la nature changeante des responsabilités du conseil et, plus important encore, des besoins en perfectionnement des fiduciaires.

## Dépenses du conseil

Les membres du conseil qui ne sont pas payés autrement par la partie promotrice pour participer aux réunions et aux activités de formation reçoivent une indemnité quotidienne de 250 \$. De plus, toutes les dépenses raisonnables engagées par les fiduciaires et les observateurs afin d'assister aux réunions et de participer aux activités de formation sont remboursées. Le conseil a procédé à un examen de la rémunération et approuvé l'octroi d'honoraires annuels de 12 000 \$ pour la personne nommée au poste de président du conseil. En 2017, la présidente du conseil a eu droit à ces honoraires et quatre fiduciaires étaient admissibles à des indemnités quotidiennes. Sept fiduciaires ainsi qu'un observateur se sont fait rembourser leurs frais de déplacement.

Comme il en a été fait mention, le RRSPNB et le RPENB sont également les propriétaires de la société de portefeuille Vestcor. Le RRSPNB et le RPENB partagent les coûts d'exploitation et de transition vers cette structure de société de portefeuille.

Le coût lié au fonctionnement du conseil en 2017 s'est élevé à 65 466 \$, comparativement à 32 264 \$ en 2016. Une ventilation des dépenses du conseil est fournie ci-dessous.

	2016	2017
Frais de réunion	1 626,74 \$	3 342,17 \$
Éducation	9 981,96	16 430,10
Frais de déplacement	6 106,36	9 892,33
Indemnité journalière	14 021,44	26 412,75
Société Vestcor*	527,95	9 389,09
	<b>32 264,45 \$</b>	<b>65 466,44 \$</b>

\* Ces dépenses comprennent la traduction, les frais de réunion, les frais de déplacement et les indemnités journalières liées aux réunions du conseil de la Société Vestcor.

## Comités du conseil

Comme il est souligné dans ses documents constitutifs, le conseil peut établir des comités et déléguer certaines fonctions à ces comités. Il existe deux comités : le comité de gouvernance et le comité de vérification. Le comité de gouvernance se réunit tous les trimestres et le comité de vérification, deux fois par année. Ils présentent tous deux au conseil un rapport de leurs réunions et décisions aux fins d'examen et d'approbation.

### Comité de gouvernance

Le comité de gouvernance aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités, qui consistent à veiller à ce que les pratiques et processus de gouvernance et de communication se conforment aux pratiques exemplaires de l'industrie. Cela comprend notamment les questions relatives aux documents de gouvernance, à l'éthique, à l'orientation et à la formation des fiduciaires, à la rémunération des fiduciaires, à la gestion des risques, etc.

### Comité de vérification

Le comité de vérification aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités, lesquelles consistent à veiller à l'intégrité des processus de communication et de divulgation de l'information financière du RRSPNB, à nommer le vérificateur externe, à s'assurer de la pertinence et de l'efficacité des contrôles internes, à gérer les risques financiers et à contrôler la conformité avec les exigences législatives et réglementaires.

### Présence aux réunions du conseil

Les fiduciaires sont tenus d'assister aux réunions du conseil et des comités dont ils sont membres. Le tableau suivant indique le nombre de réunions tenues en 2017 et la présence des fiduciaires et des observateurs.

	Conseil	Comité de vérification	Comité de gouvernance
M. Quinn	5/5	-	-
L. Lee-White	5/5	2/2	-
R. Galbraith	5/5	-	4/4
M. Gaudet	5/5	2/2	-
S. Deschênes	5/5	1/2	-
S. Proulx-Daigle	4/5	-	4/4
O. Robichaud	3/5	-	3/4
K. Greenbank	5/5	-	4/4
D. Pinette	5/5	2/2	-
L. Sprague	4/5	-	-

Pour obtenir un sommaire des activités du conseil des fiduciaires en 2017, veuillez consulter l'annexe A.

## Documents constitutifs

Le RRSPNB est régi par un certain nombre de documents importants qui orientent le conseil des fiduciaires dans sa supervision du Régime.

### Convention et déclaration de fiducie du RRSPNB

La convention et la déclaration de fiducie sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la date de conversion en RRSPNB. Ce document garantit que le fonds de pension de la LPRSP est maintenu comme fiducie relevant du RRSPNB. Il énonce aussi les pouvoirs et fonctions du conseil des fiduciaires en tant qu'administrateur du Régime.

### Texte du RRSPNB

Le texte du RRSPNB décrit en détail les dispositions du Régime qui s'appliquent à l'admissibilité, aux calculs des cotisations et des prestations, à la retraite, ainsi que la politique de financement, la politique de placement et le cadre de gestion des risques prescrits par la *Loi sur les prestations de pension*.

### Politique de financement

La politique de financement est l'outil qu'utilise le conseil des fiduciaires pour gérer les risques inhérents dans le RRSPNB. Elle fournit les orientations et les règles concernant les décisions que pourrait être obligé de prendre le conseil en fonction des résultats d'une évaluation actuarielle annuelle et des essais de la gestion des risques.

Le conseil doit s'assurer de surveiller régulièrement les conditions économiques et démographiques et mettre à jour la politique de financement ou recommander sa modification. Il faut soumettre la confirmation de l'examen annuel de la politique de financement au surintendant des pensions.

### Énoncé des politiques de placement

L'énoncé des politiques de placement (EPP) expose la politique de placement ayant trait à la fiducie du RRSPNB qui doit être gérée de manière à offrir une forte certitude que les prestations de pension seront versées dans la grande majorité des scénarios économiques.

L'énoncé des politiques de placement expose la composition de l'actif de la fiducie du RRSPNB (comment le fonds de pension sera investi) et les indices de référence en fonction desquels sont évalués les rendements de placement. Le conseil doit l'examiner chaque année et soumettre la confirmation de cet examen au surintendant des pensions.

*Pour obtenir la liste des modifications apportées aux documents constitutifs en 2017, veuillez consulter l'annexe B. Les versions mises à jour de ces documents sont aussi disponibles en ligne, au [Vestcor.org/RRSPNB](http://Vestcor.org/RRSPNB).*

FONCTIONNEMENT DU

RRSPNB



## Intégration de nos fournisseurs de services

Vestcor, qui appartient conjointement au RRSPNB et au Régime de pension des enseignants du Nouveau-Brunswick (RPENB), est le principal fournisseur de services relativement à votre régime.

Vestcor est le résultat de la fusion de la Société des services de retraite Vestcor et de la Société de gestion des placements Vestcor. Le processus de fusion a débuté en 2017. La fusion complète des deux sociétés en vue de la création de Vestcor Inc. a été effectuée le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Cette intégration permet à Vestcor d'offrir une approche uniforme en ce qui a trait aux pratiques exemplaires en gouvernance, à la gestion des risques et à l'efficacité organisationnelle, tout en continuant d'offrir les mêmes services rentables et de qualité.

Pour en savoir davantage sur Vestcor, veuillez consulter le [Vestcor.org/fr](http://Vestcor.org/fr).



### Services d'administration

Le conseil a conclu une entente sur les services d'administration avec Vestcor pour assurer l'administration courante du RRSPNB. Vestcor perçoit les cotisations des employés et verse les prestations conformément aux dispositions du Régime.

Vestcor dresse les états annuels de chaque participant, communique avec les participants et les intervenants au moyen de bulletins et d'autres outils de communication, et prépare les présentations réglementaires au surintendant des pensions.

### Services de gestion des placements

Vestcor est le gestionnaire des placements de la Fiducie du RRSPNB, comme il est établi dans une convention de gestion des placements renouvelable d'une durée de cinq ans. Cette société est chargée de la mise en oeuvre de l'énoncé des politiques de placement du RRSPNB.

Vestcor donne aussi des conseils en placement à l'aide de ses capacités de modélisation de l'actif et du passif et de gestion des risques pour projeter les données particulières sur les mouvements de trésorerie du régime de retraite et utilise des outils d'optimisation du portefeuille pour modéliser les risques et les rendements des stratégies de placement possibles. À partir de ce travail, Vestcor élabore des recommandations portant sur une répartition de l'actif, qui est soumise à l'examen et à l'approbation du conseil des fiduciaires.

Vestcor reçoit les cotisations des employeurs et des employés perçues et les investit dans une variété de catégories d'actif conformément à l'énoncé des politiques de placement du RRSPNB. Vestcor transfère aussi des fonds suffisants pour financer les versements mensuels des prestations de pension.

De plus amples renseignements sur Vestcor se trouvent au [Vestcor.org/fr](http://Vestcor.org/fr).

### Services de vérification

Un vérificateur indépendant est chargé d'exprimer une opinion sur la présentation fidèle des états financiers du RRSPNB en menant une vérification conformément aux normes de vérification généralement reconnues.

Le cabinet KPMG a été choisi comme vérificateur du RRSPNB pour 2017.

### Services actuariels

Un actuaire est un expert de la mathématique des finances, des statistiques et de la théorie du risque. La *Loi sur les prestations de pension* établit que le RRSPNB doit subir une évaluation actuarielle annuelle aux fins de financement de la part d'un actuaire agréé. Le conseil des fiduciaires approuve les hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation.

L'actuaire est aussi appelé à fournir une évaluation actuarielle périodique du Régime sur une base de permanence (on suppose que le Régime continue de fonctionner normalement) et sur une base de solvabilité (on suppose que le Régime sera liquidé à la date de l'évaluation) conformément aux normes fixées par l'Institut canadien des actuaires. Pour préparer ce rapport, il obtient les données courantes sur les participants et l'information sur la répartition de l'actif auprès de Vestcor.

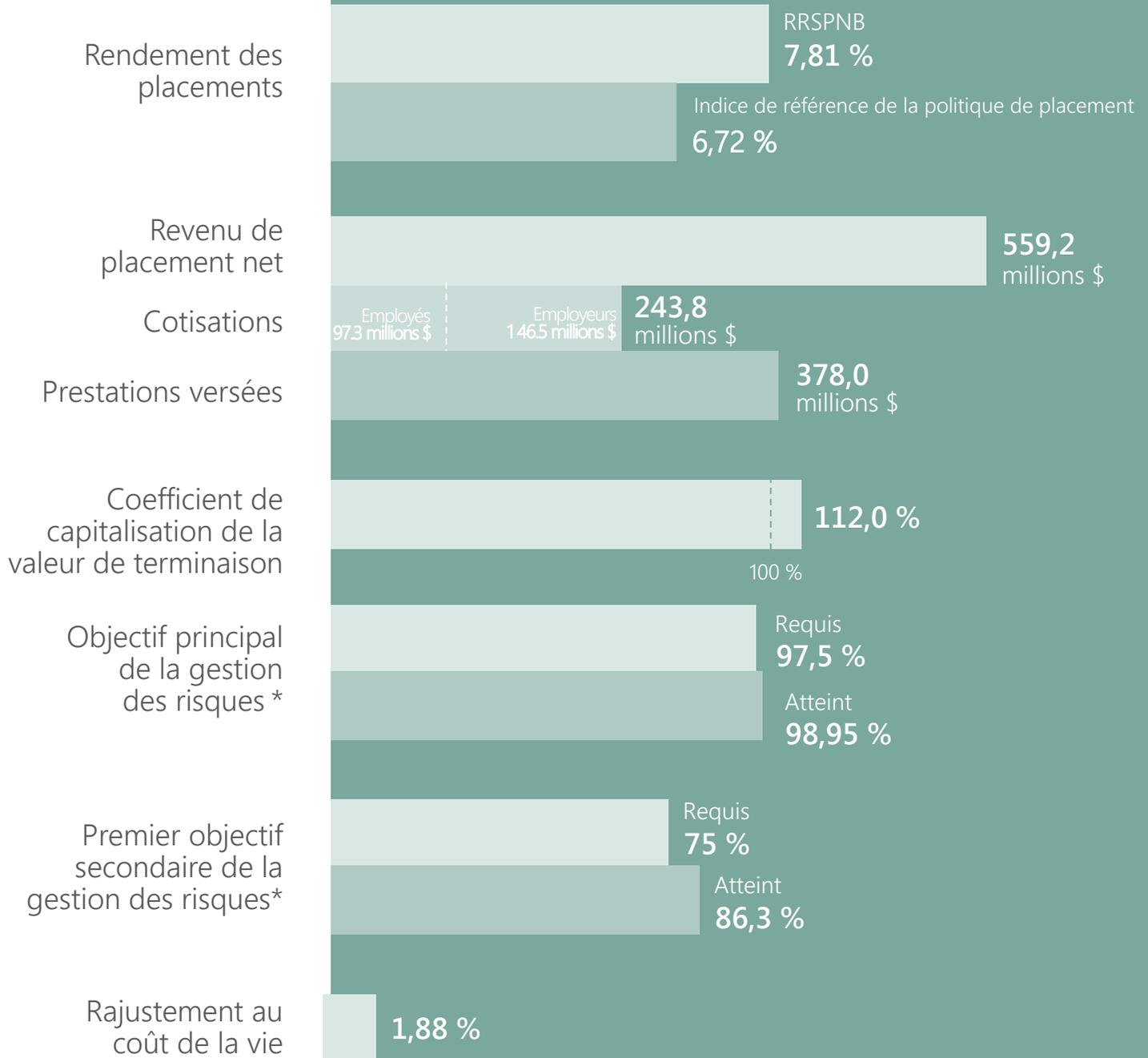
Morneau Shepell a été nommé actuaire du RRSPNB pour l'année 2017.

## Coûts d'administration du RRSPNB

Les coûts d'administration du RRSPNB consistent en des services d'administration des prestations et des services de gestion des placements par Vestcor.

Les coûts d'administration totaux pour l'exercice ayant pris fin le 31 décembre 2017 se sont élevés à 13 925 000 \$, comparativement à 13 757 000 \$ pour la même période en 2016. Bien que les coûts augmentent d'une année à l'autre de 168 000 \$, les coûts d'administration ont baissé à 0,193 % en 2017 contre 0,194 % en 2016 en référence au pourcentage de l'actif moyen du fonds de retraite. Les coûts d'administration ont légèrement augmenté; ils sont passés de 0,05 % en 2016 à 0,055 % en 2017, tandis que les coûts de gestion des placements ont légèrement diminué, passant de 0,144 % en 2016 à 0,138 % en 2017. Ces coûts sont aussi nettement plus faibles que ce qui serait facturé par des fournisseurs de services du secteur privé. De cette façon, le régime continue de tirer parti de la compétitivité des coûts de son fournisseur de services d'administration et de gestion des placements.

# Faits saillants financiers 2017



\* Consultez la page 19 pour une description des objectifs de la gestion des risques.

# Analyse financière

L'objectif du RRSPNB consiste à :

Fournir des prestations de pension assurées aux participants après leur retraite et à leurs bénéficiaires

Se concentrer sur la gestion des risques afin qu'il y ait une certitude élevée que les prestations de base complètes seront versées

Accorder des rajustements au coût de la vie aux retraités actuels et futurs, dans la mesure où des fonds sont disponibles

Chaque année, le conseil des fiduciaires choisit un cabinet d'actuariat indépendant pour réaliser une évaluation du Régime (également appelé évaluation actuarielle ou évaluation de la politique de financement). L'évaluation compare la somme d'argent dans le régime de retraite (l'actif du Régime) à une estimation de la valeur totale des prestations acquises par les participants actifs et les retraités (le passif du Régime) à un moment dans le temps.

Une estimation du passif du Régime est calculée par l'actuaire à l'aide de certaines hypothèses économiques (p. ex. les taux d'intérêt) et d'hypothèses démographiques (p. ex. l'espérance de vie).

Le rapport de l'évaluation actuarielle le plus récent du RRSPNB a été préparé en date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et a été examiné et déposé auprès du surintendant des pensions le 27 juin 2018. La *Loi sur les prestations de pension* exige que le niveau de provisionnement du régime de retraite soit mesuré selon deux critères distincts dans le cadre de l'évaluation.

Il est important de noter que les cotisations annuelles des employés et des employeurs au RRSPNB dépassent le coût courant (c.-à-d. le coût d'une année de service dans le Régime). Les cotisations supplémentaires sont utilisées pour améliorer la sécurité des prestations et en vue d'une indexation future.

Cotisations excédentaires	% de la paie totale
Coût courant de l'évaluation de la politique de financement	12,40 %
<b>Cotisations</b>	
Participants	8,25 %
Cotisations initiales des employeurs	11,25 %
Cotisation temporaire des employeurs (pour 5 ans à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2014)	0,50 %
Cotisation temporaire des employeurs (pour 10 ans à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2014)	0,75 %
Total	20,75 %
<b>Cotisations excédentaires</b>	<b>8,35 %</b>

L'évaluation de la politique de financement compare la juste valeur marchande de l'actif du Régime au passif du Régime. Le passif du Régime est basé sur les prestations acquises en date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et il est supposé que le Régime se poursuivra indéfiniment.

Évaluation de la politique de financement	1 <sup>er</sup> janvier 2018 en millions \$	1 <sup>er</sup> janvier 2017 en millions \$
Valeur marchande de l'actif	7 652,0	7 241,0
<b>Passif actuariel de la politique de financement</b>		
Participants actifs	2 297,4	2 304,6
Retraités et survivants	4 303,6	4 130,7
Participants avec droits différés	228,4	219,1
Remboursements en suspens	1,6	1,7
Passif actuariel total de la politique de financement	6 831,0	6 656,1
Excédent de l'évaluation de la politique de financement	821,0	584,9
<b>Coefficient de capitalisation de la valeur de terminaison</b>	<b>112,0 %</b>	<b>108,8 %</b>

Le 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'excédent de l'évaluation de la politique de financement est passé à 821,0 millions de dollars comparativement à 584,9 millions de dollars le 1<sup>er</sup> janvier 2017 en raison des éléments suivants :

Changement dans l'excédent de l'évaluation de la politique de financement	en millions \$
Rendements supérieurs au taux d'actualisation de l'évaluation	204,6
Cotisations totales supérieures au coût normal	100,5
Diverses autres augmentations et diminutions	28,0
Coût de l'indexation accordé le 1 <sup>er</sup> janvier 2018	(97,0)
<b>Changement dans l'excédent de l'évaluation de la politique de financement</b>	<b>236,1</b>

## Coefficient de capitalisation du groupe avec entrants sur 15 ans

Ce coefficient compare la juste valeur marchande de l'actif du Régime, plus la valeur actualisée des cotisations excédentaires au cours des 15 prochaines années au passif du Régime.

Le passif du Régime est fondé sur les prestations acquises en date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et suppose que le Régime se poursuivra indéfiniment. Il s'agit d'un coefficient important puisqu'il est utilisé pour déterminer les mesures que doit prendre le conseil des fiduciaires en vertu de la politique de financement du Régime, comme l'octroi de l'indexation.

Le RRSPNB doit accuser un déficit (financement à moins de 100 %) pendant deux années consécutives avant qu'une mesure ne s'impose en vertu de la politique de financement du RRSPNB. Dans une telle éventualité, le conseil des fiduciaires du RRSPNB devra prendre des mesures pour combler le déficit.

Le RRSPNB est considéré comme étant en position de surplus si le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants dépasse 105 %. Lorsque cela se produit, le conseil des fiduciaires du RRSPNB peut utiliser 1/6<sup>e</sup> du surplus qui existe entre un financement à 105 % et un financement à 140 %, et la totalité de tout surplus au-delà de 140 %.

Le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants s'établissant à 129,8 % le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le RRSPNB a été jugé en mesure d'accorder le montant intégral du rajustement au coût de la vie aux participants au Régime. Le rajustement pour 2018 est de 1,88 % et est basé sur l'augmentation de la moyenne de l'indice des prix à la consommation (Canada) pour la période de 12 mois terminée le mois de juin précédent. Le rajustement au coût de la vie sera appliqué le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

	1 <sup>er</sup> janvier 2018 en millions \$
Valeur marchande de l'actif	7 652,0
Valeur actualisée des cotisations excédentaires sur 15 ans	1 215,8
Actifs totaux et cotisations excédentaires	8 867,8
Passif actuariel de la politique de financement	6 831,0
<b>Coefficient de capitalisation du groupe avec entrants sur 15 ans</b>	<b>129,8 %</b>

## Résultats de la gestion des risques

Les régimes de retraite à risques partagés comme le RRSPNB doivent faire l'objet d'une série d'essais annuels de gestion des risques visant à garantir leur sécurité, ainsi que leur capacité de verser à leurs participants des prestations à long terme. Les résultats de ces essais peuvent donner lieu à la nécessité d'effectuer des ajustements à court terme pour une année donnée, afin d'aider à préserver la santé financière à long terme du régime.

Les objectifs de la gestion des risques sont énoncés dans la politique de financement du RRSPNB. L'actuaire du Régime a confirmé, dans son rapport d'évaluation actuarielle annuel en date du 1<sup>er</sup> janvier 2018, que le RRSPNB a subi ces essais avec succès.

**Objectif premier de la gestion des risques :** Atteindre une probabilité d'au moins 97,5 % que les prestations acquises ne seront pas réduites au cours des 20 prochaines années.

**Résultat de 2017 : 98,95 %** (Résultat de 2016 : 98,3 %)

**Premier objectif secondaire de la gestion des risques :** Prévoir l'hypothèse que les participants au RRSPNB et les retraités reçoivent 75 % de l'indice des prix à la consommation (IPC) au cours des 20 prochaines années.

**Résultat de 2017 : 86,3 %** (Résultat de 2016 : 82,3 %)

**Deuxième objectif secondaire de la gestion des risques :** Prévoir l'hypothèse que 75 % des prestations accessoires (p. ex. la subvention de retraite anticipée) soient versées au cours des 20 prochaines années.

**Résultat de 2017 : 98,3 %** (Résultat de 2016 : 97,5 %)

### Clause sur les prestations garanties (avant la conversion) en vigueur au Nouveau-Brunswick

Le RRSPNB offre une forte certitude que les prestations de base accumulées peuvent être versées dans la grande majorité des scénarios économiques futurs. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une garantie absolue que toutes les prestations de base ne seront jamais réduites, le Nouveau-Brunswick a adopté une loi assurant que les prestations de base obtenues par les participants à un régime avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014\* ne seront jamais réduites. Prière de consulter la Loi concernant la pension de retraite au titre de la *Loi sur la pension de retraite dans les services publics*\*\* pour obtenir de plus amples détails.

\*Date de conversion du régime

\*\* Le texte entier se trouve au [www.gnb.ca/legis/bill/FILE/57/4/Bill-11-f.htm](http://www.gnb.ca/legis/bill/FILE/57/4/Bill-11-f.htm)

# RENDEMENT DES PLACEMENTS



Le fonds de pension est investi conformément à l'énoncé des politiques de placement qui établit qu'il faut gérer le fonds de pension d'une manière qui reconnaît l'interdépendance du passif du Régime et les flux de trésorerie prévus pour les prestations de base et les prestations accessoires, le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants, la politique de financement, les objectifs de la gestion des risques et l'application des procédures de gestion des risques.

Les objectifs de placement sont les suivants :

À long terme, **préserver la valeur en capital du fonds de pension et fournir le meilleur rendement réel à long terme possible (après inflation) sur les placements, tout en continuant d'atteindre les objectifs de gestion des risques énoncés dans la politique de financement.**

La composition cible de l'actif (portefeuille de référence) pourrait obtenir des rendements inégaux d'une année à l'autre, ce qui correspond aux cycles généraux de l'économie et des placements, mais un portefeuille diversifié d'actif à long terme atténuera partiellement la variabilité des rendements.

Sur des périodes plus courtes, **obtenir des taux de rendement concurrentiels pour chaque grande catégorie d'actif, tout en évitant des risques de placement inutiles et une volatilité excessive du marché.**

À moyen terme, offrir des taux de rendement sur la base d'une moyenne mobile supérieurs à ceux obtenus à l'aide de la gestion du portefeuille. **Une contribution à valeur ajoutée de 42 points de base, après déduction de tous les frais de gestion des placements, est visée.**

## Composition de l'actif

Le conseil des fiduciaires du RRSPNB a examiné et confirmé son approbation de l'énoncé des politiques de placement le 20 septembre 2017, y compris la composition cible de l'actif. La composition réelle de l'actif au 31 décembre 2017 est présentée dans le tableau ci-dessous :

	Comp. réelle	Comp. cible
	Portefeuille au 31 déc. 2017	EPP Le 31 déc. 2016
<b>Titres à revenu fixe</b>		
Actifs à court terme (liquidité)	0,8 %	1,0 %
Obligations d'État	17,6 %	17,8 %
Obligations de sociétés	17,6 %	17,7 %
<b>Total — titres à revenu fixe</b>	<b>36,0 %</b>	<b>36,5 %</b>
<b>Actions cotées en bourse</b>		
Indices standard :		
Canada	10,6 %	10,5 %
É.-U.	4,6 %	5,0 %
International (EAEO)	4,6 %	5,0 %
Actions à faible volatilité :		
Canada	5,0 %	5,0 %
É.-U.	4,9 %	5,0 %
International (EAEO)	5,0 %	5,0 %
Marchés émergents	3,0 %	3,0 %
<b>Total—actions cotées en bourse</b>	<b>37,7 %</b>	<b>38,5 %</b>
<b>Instruments liés à l'inflation</b>		
Obligations à rendement réel	4,9 %	5,0 %
Immobilier	4,2 %	4,0 %
Infrastructure	4,1 %	4,0 %
<b>Total—instruments liés à l'inflation</b>	<b>13,2 %</b>	<b>13,0 %</b>
<b>Placements non traditionnels</b>		
Stratégies de rendement absolu	8,0 %	8,0 %
Investissement en capital	4,7 %	4,0 %
<b>Total non traditionnel</b>	<b>12,7 %</b>	<b>12,0 %</b>
<b>Stratégie relative à la composition de l'actif</b>	<b>0,4 %</b>	-
<b>Total</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

Les légers écarts des pondérations des catégories d'actif entre la composition réelle et la composition cible de l'actif sont attribuables aux éléments suivants :

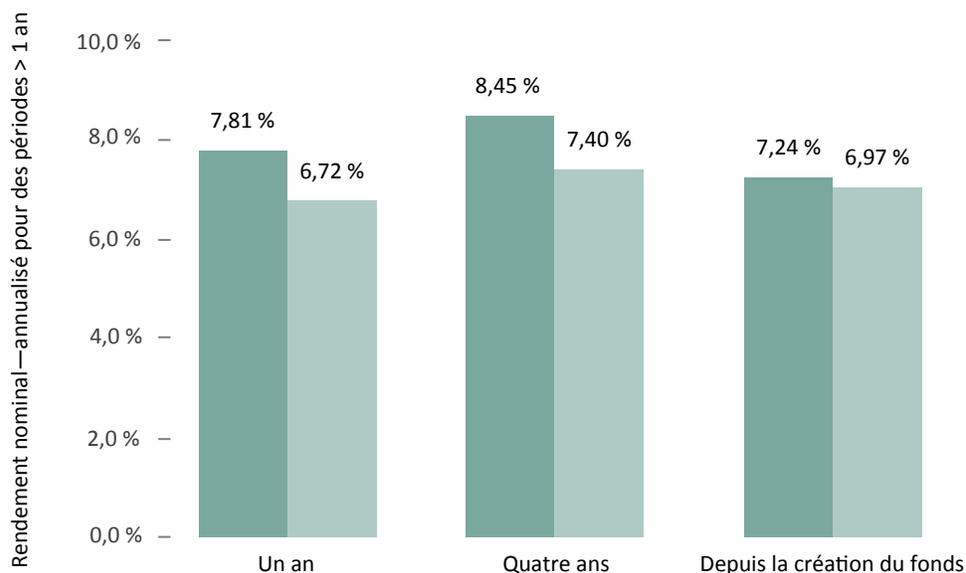
- 1) Mouvements dans les prix du marché. Autrement dit, comme les prix de l'actif changent, les pondérations changent naturellement elles aussi. Vestcor est autorisée à permettre aux pondérations des catégories d'actif de s'écarter légèrement des pondérations prévues dans la politique afin de réduire au minimum les coûts de transaction; toutefois, les pondérations sont rééquilibrées en fonction des pondérations de la politique dès que les écarts vont au-delà de la plage autorisée.
- 2) Choix de la politique concernant la composition des actifs. Lorsque les conditions du marché le justifient, Vestcor apportera de légères modifications aux répartitions pour les clients qui investissent dans son fonds commun selon une stratégie pour tirer profit des possibilités qui existent sur le marché.

## Rendement en 2017

Le rendement nominal de la fiducie du RRSPNB s'établissait à 7,81 % pour l'année terminée le 31 décembre 2017. Étant donné que ce rendement était supérieur au rendement actuariel prévu de 4,75 %, cela a contribué à une augmentation du coefficient de capitalisation du groupe avec entrants pour le Régime. Le graphique ci-dessous montre le rendement nominal comparativement au rendement de référence pour les périodes de un an et de quatre ans, et la période de 20 ans pendant laquelle Vestcor a géré le fonds de pension.

### Rendement des placements au 31 décembre 2017

- Rendement du portefeuille
- Rendement de référence



Le rendement nominal global qui a dépassé les rendements de portefeuille de référence s'est traduit par une valeur brute ajoutée de 1,09 %. Déduction faite des coûts de gestion des placements de 0,14 %, la valeur nette ajoutée au fonds de pension était de 0,95 %, pourcentage bien supérieur à la valeur ajoutée cible de 0,42 %. Cela a donné lieu à un ajout de revenu de placement net d'environ 559,2 millions de dollars au Régime pour l'année.

Le rendement nominal d'un an par catégorie d'actif, avec le rendement de référence, est indiqué dans le tableau ci-dessous :

**Taux de rendement de 2017, en dollars canadiens**

Catégorie d'actif	Rendement	Référence	Valeur ajoutée
Titres à revenu fixe			
Actifs à court terme (liquidité)	1,11 %	0,56 %	0,54 %
Obligations d'État	2,60 %	2,18 %	0,41 %
Obligations de sociétés	2,93 %	3,38 %	(0,45 %)
Actions publiques			
Indices standard :			
Canada	9,31 %	9,10 %	0,22 %
É.-U.	13,75 %	13,69 %	0,06 %
International (EAEO)	18,88 %	16,82 %	2,06 %
Actions à faible volatilité :			
Canada	10,08 %	7,77 %	2,32 %
É.-U.	6,65 %	10,49 %	(3,84 %)
International (EAEO)	14,29 %	13,63 %	0,65 %
Marchés émergents	17,85 %	18,40 %	(0,55 %)
Instruments liés à l'inflation			
Obligations à rendement réel	0,93 %	0,72 %	0,20 %
Immobilier	12,67 %	5,46 %	7,21 %
Infrastructure	8,68 %	5,46 %	3,22 %
Placements non traditionnels			
Stratégies de rendement absolu	5,28 %	0,56 %	4,71 %
Investissement en capital	17,76 %	14,65 %	3,11 %
Stratégie de composition de l'actif			0,03 %
<b>Total</b>	<b>7,81 %</b>	<b>6,72 %</b>	<b>1,09 %</b>

Pour obtenir des commentaires généraux sur la conjoncture du marché et le comportement des catégories d'actif, veuillez consulter [Vestcor.org/miseajourdumarche](http://Vestcor.org/miseajourdumarche). Les renseignements sont mis à jour chaque trimestre.

Les états financiers vérifiés du RRSPNB qui figurent à l'annexe D fournissent des renseignements détaillés sur les résultats du Régime pour l'année terminée le 31 décembre 2017. Le tableau du rendement composé préparé par Vestcor pour le fonds du RRSPNB est présenté à l'annexe C. Ce rapport supplémentaire suit les Global Investment Performance Standards (GIPS<sup>MD</sup>) du Chartered Financial Analysts' Institute. Les politiques et les procédures de Vestcor utilisées dans la préparation du rapport ont été soumises à une vérification indépendante.

# Annexe A

## Résumé des décisions et réalisations du conseil en 2017

L'information ci-dessous présente un résumé des activités du conseil des fiduciaires de janvier à décembre 2017 (autres que les activités courantes et les points permanents) et contient des renvois à son mandat.

### Documents et surveillance du Régime

Le conseil a examiné et approuvé les documents constitutifs et d'autres éléments à l'appui du Régime :

- l'évaluation actuarielle au 1<sup>er</sup> janvier 2017, préparée par Morneau Shepell;
  - Le conseil a autorisé l'indexation conditionnelle complète de 1,47 % en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018;
- la politique de financement (examen annuel);
- un énoncé des politiques de placements (examen annuel);
- la mise à jour du rapport de constatations sur la vérification de KPMG concernant le RRSPNB pour l'année terminée le 31 décembre 2016;
- les états financiers de la fiducie du RRSPNB pour l'année terminée le 31 décembre 2016 vérifiés par KPMG;
- diverses modifications au texte du Régime.

Le conseil a satisfait à toutes les exigences réglementaires en matière de dépôt et de divulgation énoncées par la *Loi sur les prestations de pension* du Nouveau-Brunswick et la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

### Gouvernance du conseil

Le conseil a examiné et approuvé les modifications aux politiques et aux pratiques suivantes au cours de l'examen annuel de son cadre de gouvernance :

- le mandat du conseil, du comité de vérification et du comité de gouvernance;
- le code d'éthique et de conduite;
- la politique sur la divulgation;
- la politique sur la rémunération et les dépenses;
- les lignes directrices concernant la nomination des nouveaux fiduciaires;
- la politique sur l'orientation et la formation des fiduciaires et des observateurs;
- la politique sur les communications.

Le conseil a aussi procédé à l'approbation des points suivants visant à soutenir sa gouvernance :

- la nomination de R. Galbraith à titre de président du comité de gouvernance.

### Services et communications aux participants

Le conseil a examiné et approuvé les mesures suivantes visant à appuyer les services administratifs liés aux prestations de pension pour les participants au régime :

- le rapport annuel du RRSPNB de 2016;
- les bulletins du printemps et de l'automne 2017;
- une stratégie de communication.

De plus, le conseil a tenu une assemblée générale annuelle en septembre 2017 à Saint John.

### Participation des fournisseurs de services

Le conseil a fait appel aux fournisseurs de services suivants :

- Vestcor Inc. pour les services d'administration des prestations de retraite et de gestion des placements;
- Morneau Shepell, actuaire pour l'évaluation actuarielle de 2017;
- KPMG, à titre de vérificateur indépendant des états financiers du RRSPNB pour l'année terminée le 31 décembre 2017;
- Pink Larkin pour les services juridiques.

### Efficacité de la gouvernance des pensions

Le conseil a approuvé l'accord modifié et mis à jour de Vestcor ainsi que l'entente de fusion entre la Société de gestion des placements Vestcor et la Société des services de retraite Vestcor.

# Annexe B

## Modifications aux documents constitutifs en 2017

Les documents constitutifs sont accessibles en ligne au [www.vestcor.org/rrspnb](http://www.vestcor.org/rrspnb).

Section Modification au document

### Texte du régime

#### Article II – Définitions

2.9 et 2.13 Ajout de la définition de rupture de service pour clarifier les critères d'admissibilité au RRSPNB pour les employés autres qu'à temps plein; définition modifiée du service continu pour inclure le concept de rupture de service.

#### Article III – Admissibilité et participation

3.5 et 3.15 Le sous-alinéa 3.5 a été modifié et le sous-alinéa 3.15 a été ajouté pour clarifier les dispositions sur l'admissibilité au RRSPNB pour les employés sous contrat pour des services personnels.

#### Article VIII – Prestations de décès

8.1, 8.2 et 8.3 Des modifications ont été apportées aux dispositions sur les prestations de décès avant la retraite, conformément aux exigences de la LPP.

#### Article XIX – Cession et rachat de prestations

19.6 Ajout d'un sous-alinéa afin de prendre en compte les modifications aux prestations de décès avant la retraite, conformément aux exigences de la LPP.

#### Article XXIII – Rachat de services et ententes réciproques

23.2(ii)(a),  
23.2(ii)(c) et  
23.2(iii) Ajout effectué pour clarifier la terminologie relative au rachat de périodes de service continu.

#### Annexe A – Rajustement au coût de la vie accordé au titre de l'article VI

Annexe A Ajout du rajustement au coût de la vie de 1,47 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### Politique de financement

#### Section VI—Hypothèses actuarielles

Paragraphe B -  
Mortalité Mise à jour des hypothèses actuarielles sur la mortalité.

# Annexe C



## Composite du Régime de retraite dans les services publics du Nouveau-Brunswick

Période de dix ans terminée le 31 décembre 2017

Exercice terminé le 31 décembre	Rendement brut complet <sup>1</sup> %	Rendement net %	Rendement de l'indice de référence %	ET composite 3 ans <sup>2</sup> %	ET de l'indice de référence 3 ans <sup>2</sup> %	AG du Composite <sup>3</sup> (en millions de \$ CA)	AG de la Société <sup>3</sup> (en millions de \$ CA)
2017	7,81	7,67	6,72	4,79	5,02	7 638,1	16 645,4
2016	6,58	6,43	5,39	4,57	4,85	7 215,1	15 706,5
2015	7,37	7,21	6,45	4,79	5,14	6 910,9	13 164,0
2014	12,15	11,98	11,13	3,74	3,95	6 555,4	12 219,7
2013	13,06	12,90	12,55	4,21	4,45	5 962,2	10 652,2
2012	8,58	8,44	7,84	4,47	4,68	5 390,3	9 707,6
2011	3,24	3,09	2,49	6,74	7,14	5 028,6	9 081,3
2010	9,23	9,08	9,05	10,35	10,61	4 920,4	8 900,9
2009	14,04	13,89	13,98			4 535,6	8 248,8
2008	(17,18)	(17,35)	(17,13)			3 989,3	7 315,2

<sup>1</sup> Renseignements supplémentaires

<sup>2</sup> ET désigne l'écart-type

<sup>3</sup> AG désigne les actifs gérés

### Description du composite

Le Régime de retraite dans les services publics du Nouveau-Brunswick (RRSPNB) regroupe tous les portefeuilles gérés par Vestcor Inc. (Vestcor) en son nom conformément aux buts et aux objectifs de gestion des risques de ce régime de retraite. Le composite du RRSPNB inclut des catégories d'actifs d'actions publiques, à revenu fixe, indexés sur l'inflation, de rendement absolu, immobiliers, en infrastructures, et d'actions des sociétés privées.

### Date de création du composite

Le composite du RRSPNB a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2014 en raison de la conversion de la *Loi sur la pension de retraite dans les services publics* (LPRSP) en le RRSPNB. Avant la conversion, la caisse de retraite associée au RRSPNB était incluse dans le composite des caisses de retraite. Le composite du RRSPNB fut créé pour des fins de déclaration au conseil des fiduciaires du RRSPNB.

Vestcor a joué le rôle de gestionnaire de placements de ce régime de pension depuis le 31 mars 1996. Les résultats du composite du RRSPNB sont présentés sur une base civile.



## **Composite du Régime de retraite dans les services publics du Nouveau-Brunswick**

Période de dix ans terminée le 31 décembre 2017

### **Description de la Société**

Vestcor a été constituée en vertu de la *Loi sur la Société de gestion des placements du Nouveau-Brunswick*, promulguée le 11 mars 1996, et a été prorogée le 1<sup>er</sup> octobre 2016 en vertu de la *Loi sur Vestcor*. Vestcor fournit des services de gestion des placements et de conseils ainsi que d'administration des régimes de retraites et des programmes d'avantages sociaux aux caisses de retraite, fonds en fiducie, et entités et fonds de dotation du secteur public.

Les fonds de composite sont investis dans des fonds de fiducie à participation unitaire, des comptes séparés et des sociétés en commandite créés par Vestcor pour faciliter la gestion des placements et l'administration des actifs collectifs. Les fonds gérés par Vestcor sont investis conformément à la politique de placement de chaque composite.

Une liste descriptive complète des composites de la Société sera fournie sur demande.

### **Déclaration de conformité**

Vestcor déclare qu'elle se conforme aux normes Global Investment Performance Standards (GIPS<sup>®</sup>) selon lesquelles ce rapport a justement été préparé. Vestcor a fait l'objet d'une vérification indépendante pour les périodes allant du 1<sup>er</sup> décembre 1996 au 31 décembre 2017. Les rapports de vérification sont accessibles sur demande.

La vérification a pour objet de déterminer si la Société respecte toutes les exigences des normes GIPS<sup>®</sup> pour la construction des composites et si ses politiques et procédures sont conçues de manière à calculer et à présenter les rendements conformément à ces normes. Elle ne garantit pas l'exactitude de la présentation de composites donnés.

### **Méthode de calcul**

Les rendements des composites ont été calculés en dollars canadiens selon la méthode du rendement global sur une base quotidienne. Les rendements quotidiens sont liés de manière géométrique afin de calculer les rendements périodiques. Les rendements incluent les dividendes, déduction faite des retenues d'impôt, des intérêts, ainsi que des profits et pertes réalisés et non réalisés au dernier jour ouvrable de la période sujette à la déclaration. Les rendements sur une base brute complète sont présentés après déduction de tous les coûts de transaction, mais avant déduction des frais de gestion des placements et des droits de garde.

En vertu des dispositions de ses accords de gestion des placements, Vestcor facture ses services de gestion des placements selon le principe du recouvrement des coûts, au prorata de ses clients par rapport à leur part des actifs gérés totaux de Vestcor. Les rendements présentés sur une base nette sont présentés après déduction de toutes les dépenses facturées pour la gestion des composites, y compris les coûts de transaction, les droits de garde et les frais de gestion des placements.

Le rendement du composite présenté dans ce tableau n'est pas nécessairement représentatif du rendement futur. Les lecteurs doivent également prendre note que des résultats différents peuvent être obtenus avec d'autres méthodes de calcul du rendement et que ces résultats, pour des comptes particuliers et des périodes différentes, peuvent différer des rendements présentés pour le composite. Lorsqu'on compare les résultats de placement, il convient de tenir compte des circonstances qualitatives et de ne faire intervenir que des portefeuilles dont les objectifs sont généralement similaires.

En ce qui concerne le calcul et la présentation des rendements, Vestcor ne connaît aucun cas de non-conformité aux lois et aux règlements de provinces ou de territoires du Canada dans lesquels elle mène des activités. Des renseignements supplémentaires concernant les politiques et procédures de Vestcor en matière d'évaluation des portefeuilles, de calcul et de présentation des résultats du composite et de préparation des présentations sur la conformité peuvent être obtenus sur demande.

#### **Nombre de portefeuilles et dispersion interne**

La mesure de la dispersion interne et le nombre de portefeuilles ne sont pas présentés étant donné que le RRSPNB est le seul portefeuille du composite.

#### **Écart-type ex-post annualisé sur trois ans**

L'écart-type ex-post (effectif) annualisé sur trois ans mesure la variabilité du rendement quotidien du composite et de l'indice de référence, agrégés sur une base mensuelle, pour les 36 mois précédents.

#### **Sous-conseillers**

Vestcor a conclu des ententes permettant à des sous-conseillers de gérer certains actifs. Les taux de rendement des actifs gérés par les sous-conseillers sont inclus dans la présentation du composite de Vestcor, cette dernière ayant tout pouvoir pour choisir les sous-conseillers et y recourir.

#### **Instruments dérivés et positions vendeur**

Les contrats à terme standardisés, les contrats de change à terme, les options standardisées et hors cote, des swaps ainsi que les positions vendeur sont utilisés dans le cadre des activités de gestion de placements de Vestcor.

Ces instruments dérivés sont utilisés à diverses fins, notamment pour :

- simuler l'exposition à un indice du marché donné, mais avec des coûts de transaction plus bas;
- améliorer les rendements;
- modifier les caractéristiques des flux de trésorerie d'un placement;
- assurer une couverture contre les pertes éventuelles découlant des variations des taux de change ou des cours des actions.

En utilisant des instruments dérivés comme ceux décrits ci-dessus, Vestcor a fixé des critères, des politiques et des procédures d'investissement concernant leur portée et leur utilisation pour gérer les rendements de manière à atténuer les risques de marché tels que le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque lié au prix.

### Description de l'indice de référence

L'indice de référence mixte du RRSPNB est calculé quotidiennement à l'aide d'un ensemble d'indices de référence des catégories d'actifs, selon les premières pondérations quotidiennes pour les catégories d'actifs respectives. Les rendements de l'indice de référence ont été calculés au 31 décembre 2017 selon les indices et pondérations suivants :

<b>Indice</b>	<b>Pondération (%)</b>
Indice composé rendement global S&P/TSX	11,20
Indice de rendement global MSCI Canada faible volatilité, brut	5,02
Indice de rendement global S&P 500 en \$ CA	6,23
Indice de rendement global MSCI États-Unis faible volatilité (en dollars américains) en \$ CA, net	4,90
Indice de rendement global MSCI EAEO en \$ CA, net	6,76
Indice de rendement global MSCI EAEO faible volatilité (en dollars américains) en \$ CA, net	4,95
Indice de rendement global MSCI marchés émergents faible volatilité (en dollars américains) en \$ CA, net	2,99
Indice FTSE-NAREIT universel actions FPI rendement global en \$ CA	0,56
Indice de rendement global S&P/TSX plafonné FPI	0,42
Rendement réel à 4 % *	7,21
Indice obligataire tous les gouvernements FTSE TMX Canada	17,71
Indice obligataire toutes les sociétés FTSE TMX Canada	17,63
Indice des obligations à rendement réel FTSE TMX Canada	4,97
Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	8,76
Taux des prêts à vue canadien à un jour	0,66
Non applicable	0,03

\* Le taux d'inflation est défini comme étant le pourcentage de variation de la moyenne sur 12 mois de l'indice d'ensemble des prix à la consommation (IPC) du Canada.

En avril 2008, des rendements cibles en dollars canadiens ont été appliqués pour l'exposition internationale, en conjonction avec une stratégie de couverture par superposition de devises. L'indice de référence pour la couverture passive de devises par superposition est égal aux rendements réels, puisque cette stratégie ne tente pas de profiter des décisions stratégiques de change. L'Indice MSCI EAEO a remplacé l'Indice MSCI Europe et l'Indice NIKKEI 225. L'Indice S&P 500, quant à lui, a remplacé l'Indice Russell 2000.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2014, les indices à volatilité minimum ont remplacé les indices de capitalisation boursière pour les fonds d'actions publiques à faible volatilité du Canada, des États-Unis et EAEO.

# Annexe D

## États financiers du RRSPNB

Les états financiers du RRSPNB ont été établis et approuvés par le conseil des fiduciaires. Le conseil est responsable de l'intégrité et de la présentation fidèle des états financiers, notamment des montants basés sur les meilleures estimations et le meilleur jugement.

Le conseil applique des systèmes de contrôle interne et des procédures connexes pour donner l'assurance raisonnable que de l'information financière exacte est disponible, que l'actif est protégé et que les ressources sont gérées efficacement.

Le conseil est assisté dans ses responsabilités par son comité de vérification qui est composé de quatre membres du conseil. Le comité de vérification examine les états financiers et les recommande à l'approbation du conseil. Il examine également les questions relatives à la comptabilité, à la vérification, aux systèmes de contrôle interne, à la gestion des risques financiers ainsi qu'à la portée, à la planification et aux résultats des audits internes et externes.

Régime de retraite dans les services publics du Nouveau-Brunswick

États financiers

31 décembre 2017

**KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.**

Frederick Square  
77, rue Westmorland, bureau 700  
Fredericton (NB) E3B 6Z3  
Téléphone (506) 856-4400  
Télécopieur (506) 856-4499  
www.kpmg.ca

Place Marven's  
1, allée Factory  
Boîte postale 827  
Moncton (NB) E1C 8N6  
Téléphone (506) 856-4400  
Télécopieur (506) 856-4499

Édifice Harbour  
133, rue Prince William, bureau 306  
Boîte postale 2388  
Saint John (NB) E2L 3V6  
Téléphone 506-634-1000  
Télécopieur 506-633-8828

## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Au conseil des fiduciaires du Régime de retraite dans les services publics du Nouveau-Brunswick

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Régime de retraite dans les services publics du Nouveau-Brunswick (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité des auditeurs*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons un audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### *Opinion*

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'entité au 31 décembre 2017 ainsi que de l'évolution de son l'actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de ses obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

***KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.***

Comptables professionnels agréés

Fredericton, Canada

Le 26 juillet 2018

## RÉGIME DE RETRAITE DANS LES SERVICES PUBLICS DU NOUVEAU-BRUNSWICK

### État de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

AU 31 DÉCEMBRE

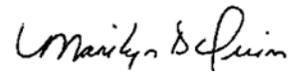
	2017	2016
<b>ACTIFS</b>		
Placements ( <i>notes 3 et 4</i> )	7 638 645 \$	7 215 370 \$
Cotisations à recevoir des employeurs ( <i>note 12</i> )	11 297	15 552
Cotisations à recevoir des employés ( <i>note 12</i> )	5 277	13 196
Autre débiteur	8	322
Total des actifs	7 655 227	7 244 440
<b>PASSIFS</b>		
Créditeurs et charges à payer ( <i>note 12</i> )	3 204	3 458
Actif net disponible pour le service des prestations	7 652 023	7 240 982
Obligations au titre des prestations de retraite ( <i>note 6</i> )	6 831 000	6 656 100
<b>SURPLUS</b>	821 023 \$	584 882 \$

*Voir les notes afférentes aux états financiers.*

Engagements (*note 13*)

Indemnisation (*note 14*)

Approuvé au nom du conseil des fiduciaires :



Marilyn Quinn  
Présidente



Leonard Lee-White  
Vice-président

**RÉGIME DE RETRAITE DANS LES SERVICES PUBLICS DU NOUVEAU-BRUNSWICK****État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations***(en milliers de dollars canadiens)***EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE**

	<b>2017</b>		<b>2016</b>
<b>Augmentation de l'actif net</b>			
Revenu net de placement <i>(note 9)</i>	559 239	\$	450 077
Cotisations de retraite des employeurs <i>(note 12)</i>	146 463		145 333
Cotisations de retraite des employés <i>(note 12)</i>	97 304		97 072
	<b>803 006</b>		<b>692 482</b>
<b>Diminution de l'actif net</b>			
Prestations de retraite <i>(note 10)</i>	365 554		351 983
Remboursements et transferts <i>(note 10)</i>	12 486		12 496
Frais d'administration <i>(note 11)</i>	13 925		13 757
	<b>391 965</b>		<b>378 236</b>
<b>Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations</b>	<b>411 041</b>		<b>314 246</b>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>7 240 982</b>		<b>6 926 736</b>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la clôture de l'exercice</b>	<b>7 652 023</b>	<b>\$</b>	<b>7 240 982</b>

*Voir les notes afférentes aux états financiers.***RÉGIME DE RETRAITE DANS LES SERVICES PUBLICS DU NOUVEAU-BRUNSWICK****État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite***(en milliers de dollars canadiens)***EXERCICES CLOS LE 31 DÉCEMBRE**

	<b>2017</b>		<b>2016</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>6 656 100</b>	<b>\$</b>	<b>6 477 100</b>
Variation des obligations au titre des prestations de retraite :			
Intérêt accumulé sur les prestations	310 600		302 400
Pertes actuarielles	1 100		9 400
Coût d'exercice actuariel	144 200		141 700
Prestations versées	(378 000)		(364 500)
Ajustement au coût de la vie	97 000		90 000
	<b>174 900</b>		<b>179 000</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la clôture de l'exercice</b>	<b>6 831 000</b>	<b>\$</b>	<b>6 656 100</b>

*Voir les notes afférentes aux états financiers.*

## **RÉGIME DE RETRAITE DANS LES SERVICES PUBLICS DU NOUVEAU-BRUNSWICK**

### **Notes afférentes aux états financiers**

*(en milliers de dollars canadiens)*

#### **AU 31 DÉCEMBRE 2017 ET POUR L'EXERCICE CLOS À CETTE DATE**

##### **1. Description du Régime**

La description qui suit ne constitue qu'un sommaire. Pour obtenir des renseignements plus complets, il y a lieu de se reporter au Texte du Régime.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2014, le régime de retraite à prestations déterminées créé en vertu de la *Loi sur la pension de retraite dans les services publics* (la « LPRSP ») a été converti pour devenir le Régime de retraite dans les services publics du Nouveau-Brunswick (le « RRSPNB », ou le « Régime »), soit un régime à risques partagés enregistré en vertu de la *Loi sur les prestations de pension* (la « Loi ») du Nouveau-Brunswick. Le RRSPNB est administré par un conseil des fiduciaires composé d'un nombre égal de personnes nommées par la province du Nouveau-Brunswick, à titre d'employeur principal, et par des agents négociateurs représentant certains employés visés par le régime de retraite. Au moins un fiduciaire doit être un participant au Régime retraité.

Le RRSPNB a pour but principal d'accorder des prestations de retraite stables aux participants au Régime après leur retraite et jusqu'à leur décès relativement à leur période de service en tant que participants au Régime, de même qu'à leurs survivants. Un régime de retraite à risques partagés met en œuvre l'approche de gestion des risques énoncée dans sa politique de financement afin que des prestations de retraite de base puissent être versées dans la plupart des situations économiques futures potentielles. En conséquence, les ajustements au coût de la vie futurs et les autres prestations accessoires telles que les prestations de retraite anticipée ne seront accordés que dans la mesure où les actifs du Régime sont suffisants pour les payer, ainsi que l'aura déterminé le conseil des fiduciaires conformément aux lois applicables et à la Politique de financement du Régime (*note 7*).

Tous les participants au régime en vertu de la LPRSP et certains participants au Régime de retraite des employés à temps partiel et saisonniers de la province du Nouveau-Brunswick sont devenus des participants au RRSPNB. Tous les nouveaux employés à temps plein, employés nommés pour une période déterminée et employés contractuels qui sont entrés en service après le 1<sup>er</sup> février 2014 doivent participer au RRSPNB. Tous les autres employés deviendront des participants au RRSPNB à la date à laquelle ils auront accumulé vingt-quatre mois d'emploi continu, à condition d'avoir gagné au moins 35 % du maximum des gains annuels ouvrant droit à pension (MGAP) dans chacune des deux années civiles précédentes.

Les taux de cotisation initiaux des employés, soit 5,8 % des gains admissibles jusqu'à concurrence du MGAP et 7,5 % des gains admissibles en sus du MGAP, sont passés à 7,5 % et à 10,7 %, respectivement, en date du 1<sup>er</sup> avril 2014. Les taux de cotisation des employeurs, qui étaient de 8,932 % jusqu'à concurrence du MGAP et de 11,55 % en sus du MGAP, ont également augmenté le 1<sup>er</sup> avril 2014, étant portés à 11,25 % des gains admissibles. De plus, à moins que le niveau de capitalisation atteigne 140 % des obligations estimées au titre des prestations de retraite, l'employeur versera des cotisations temporaires égales à 0,5 % des gains admissibles pendant une période de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 et à 0,75 % des gains pendant une période de dix ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les taux de cotisation des employés et des employeurs deviendront égaux après quinze ans. Les taux de cotisation pourraient changer en fonction de déclencheurs énoncés dans la politique de financement du RRSPNB (*note 7*).

### 1. Description du Régime (suite)

Les prestations de retraite sont acquises au premier en date des événements suivants : i) cinq années d'emploi continu ou ii) deux années de participation au RRSPNB, y compris la participation à un régime remplacé (le régime en vertu de la LPRSP ou le Régime de retraite des employés à temps partiel et saisonniers de la province du Nouveau-Brunswick). L'âge normal de la retraite est de 65 ans. Une retraite anticipée peut être prise en tout temps entre l'âge de 55 ans et l'âge de 65 ans.

Les prestations de retraite annuelles payables à un participant jusqu'à l'âge de 65 ans sont égales à la somme des éléments suivants :

- 1) à l'égard du service rendu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, le produit des montants suivants :
  - a) le nombre d'années de service ouvrant droit à pension avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'à concurrence du MGAP annuel moyen;
  - b) 2 % de la moyenne annuelle des cinq meilleures années consécutives de gains au 1<sup>er</sup> janvier 2014; et
  - c) un facteur de réduction pour retraite anticipée;

Et

- 2) à l'égard du service rendu à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, la somme du produit des éléments a), b) et c) ci-dessous pour chaque année civile ou année partielle :
  - a) 2 % des gains annualisés;
  - b) le nombre d'heures travaillées à l'égard desquelles des cotisations ont été versées, divisé par le nombre d'heures équivalant temps plein;
  - c) un facteur de réduction pour retraite anticipée; et
  - d) tout ajustement au coût de la vie accordé par le conseil des fiduciaires.

Les prestations de retraite annuelles payables à un participant après l'âge de 65 ans sont égales à la somme des éléments suivants :

- 1) à l'égard du service rendu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, le produit des montants suivants :
  - a) le nombre d'années de service ouvrant droit à pension avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014; et
  - b) 1,3 % de la moyenne annuelle des cinq meilleures années consécutives de gains au 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'à concurrence du MGAP annuel moyen pour les trois années précédant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, majoré de 2 % de l'excédent de la moyenne annuelle des cinq meilleures années consécutives de gains au 1<sup>er</sup> janvier 2014 sur la moyenne annuelle du MGAP pour les trois années précédant le 1<sup>er</sup> janvier 2014;

Et

- 2) à l'égard du service rendu à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, la somme des éléments a) et b) ci-dessous pour chaque année civile ou année partielle :
  - a) 1,4 % des gains annualisés jusqu'à concurrence du MGAP, et 2,0 % des gains annualisés en sus du MGAP;
  - b) le nombre d'heures travaillées à l'égard desquelles des cotisations ont été versées, divisé par le nombre d'heures équivalant temps plein; et
  - c) tout ajustement au coût de la vie accordé par le conseil des fiduciaires.

## 1. Description du Régime (suite)

Une réduction pour retraite anticipée de 3/12 % par mois précédant la retraite à 60 ans s'applique à l'égard du service rendu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, alors qu'une réduction pour retraite anticipée de 5/12 % par mois précédant la retraite à 65 ans s'applique à l'égard du service rendu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Une garantie législative protège les prestations de base des participants qui étaient gagnées, accumulées ou acquises au 31 décembre 2013.

Le type de pension doit être choisi au moment de la retraite. Les types offerts comprennent une pension commune et de survivant (avec des prestations de survivant correspondant à 50 %, à 60 % ou à 100 % des prestations à verser) ou une rente viagère avec une période de paiement garantie de cinq ans, de dix ans ou de quinze ans.

En cas de cessation d'emploi avant la retraite, les employés dont le droit à pension n'est pas acquis recevront le remboursement de leurs cotisations, plus les intérêts accumulés. Tous les autres employés pourront choisir entre reporter le commencement du versement de leurs prestations de retraite jusqu'à l'âge de 65 ans pour recevoir des prestations non réduites ou reporter le début du versement de leurs prestations jusqu'à une date tombant entre l'âge de 55 ans et l'âge de 65 ans, en recevant des prestations réduites. Un employé dont la cessation d'emploi se produit avant l'âge de 55 ans peut également reporter le versement des prestations de retraite jusqu'à une date tombant entre l'âge de 55 ans et l'âge de 65 ans (sous réserve du facteur de réduction pour retraite anticipée qui s'applique) ou peut transférer la valeur à la cessation, sous forme de montant forfaitaire, à un compte de retraite avec immobilisation des fonds, à un fonds de revenu viager ou au régime de retraite de son nouvel employeur (sous réserve de certaines restrictions).

En cas de décès avant la retraite, le conjoint survivant ou le bénéficiaire désigné d'un employé dont le droit à pension n'est pas acquis recevra le remboursement des cotisations de cet employé, plus les intérêts accumulés. Dans le cas où le droit à pension est acquis, le conjoint survivant peut recevoir une prestation mensuelle de 50 % de la prestation de retraite payable à 65 ans jusqu'à son décès ou la valeur à la cessation sous forme de montant forfaitaire. Dans le cas d'un décès où le droit à pension est acquis et qu'il n'y a pas de conjoint survivant, le bénéficiaire désigné recevra la valeur à la cessation sous forme de montant forfaitaire, sauf s'il est une personne à charge admissible, auquel cas il recevra une prestation mensuelle égale à 50 % de la prestation de retraite payable à 65 ans tant qu'il continuera d'être considéré comme une personne à charge admissible.

## 2. Principales méthodes comptables

### a) Règles de présentation

Les présents états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables pour les régimes de retraite figurant à la Partie IV du *Manuel des comptables professionnels agréés (CPA)* du Canada. Ils sont fournis afin d'aider les participants au Régime et les autres intéressés à examiner les activités du Régime pour l'exercice, mais ils ne reflètent ni les exigences de capitalisation du Régime (*note 7*) ni la sécurité des prestations des participants individuels au Régime.

Tous les actifs et passifs de placement sont évalués à la juste valeur conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) 13, *Évaluation de la juste valeur*. Aux fins du choix ou d'un changement de méthodes comptables qui ne concernent pas les placements de portefeuille ou l'obligation au titre des prestations de retraite, les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite exigent que le Régime se conforme de façon cohérente soit aux IFRS figurant à la Partie I du *Manuel de CPA Canada*, soit aux Normes comptables pour les entreprises à capital fermé figurant dans la Partie II du *Manuel de CPA Canada*. Le Régime a choisi de se conformer de façon cohérente aux IFRS.

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

Les présents états financiers ont été établis conformément aux principales méthodes comptables décrites ci-dessous. Leur publication a été autorisée par le conseil des fiduciaires le 26 juillet 2018.

### b) Base d'évaluation

Les présents états financiers ont été préparés au coût historique, sauf pour ce qui est des placements, lesquels sont évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière.

### c) Instruments financiers

#### i) Classification, comptabilisation et évaluation

Les actifs financiers et les passifs financiers sont initialement comptabilisés dans l'état de la situation financière à la date de transaction, soit la date à laquelle le Régime devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers et les passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Les coûts de transaction sont comptabilisés dans l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations lorsqu'ils sont engagés.

Le modèle commercial employé pour gérer les actifs financiers et leurs caractéristiques de flux de trésorerie contractuels dicte la manière dont les actifs financiers doivent être classés lors de leur comptabilisation initiale, soit selon l'une des trois méthodes suivantes : au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu, ou à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVBRN »). Les passifs financiers sont classés comme étant évalués au coût amorti, à moins qu'ils le soient comme étant à la JVBRN.

Les actifs financiers qui sont détenus dans un portefeuille à des fins de transaction ou gérés, dont le rendement est évalué à la juste valeur, sont évalués à la JVBRN, car ils ne sont détenus ni afin de recueillir des flux de trésorerie contractuels, ni pour à la fois recueillir des flux de trésorerie contractuels et vendre des actifs financiers.

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### c) Instruments financiers (suite)

Le Régime a conclu une entente de gestion de placement avec Vestcor Inc. (« Vestcor ») pour que ce dernier gère les actifs de sa caisse de retraite d'une manière entièrement discrétionnaire. Certains placements du Régime consistent en des fonds communs et de sociétés en commandite offerts par Vestcor (les « Entités de placement Vestcor »). Les placements sont gérés et leur rendement est évalué à la juste valeur. Cela étant, le Régime classe tous les placements comme étant à la JVBRN, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le revenu net de placement à l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations.

La juste valeur de chaque placement dans des parts des Entités de placement Vestcor correspond à la valeur liquidative quotidienne calculée par part, multipliée par le nombre de parts détenues, et elle représente la quote-part du Régime dans l'actif net sous-jacent à la juste valeur établie en fonction des cours de clôture.

Les placements sous-jacents détenus dans les Entités de placement Vestcor sont évalués à la juste valeur à la date des états financiers. La juste valeur correspond au prix qui serait reçu à l'occasion de la vente d'un actif ou payé pour transférer un passif, dans le cadre d'une opération conclue à des conditions normales par des participants au marché, à la date de l'évaluation sur le principal marché ou, en son absence, sur le marché le plus avantageux auquel ont accès les Entités de placement Vestcor à cette date.

La juste valeur des titres sous-jacents dans les Entités de placement Vestcor qui sont négociés sur des marchés actifs (tels que les instruments dérivés négociés en bourse, les titres de créance et les titres de participation) est fondée sur les cours du marché à la clôture des négociations à la date de clôture.

S'il n'existe pas de cours sur un marché actif, les Entités de placement Vestcor recourent à des techniques d'évaluation maximisant l'utilisation de données observables pertinentes et minimisant celle de données non observables. La technique d'évaluation choisie incorpore tous les facteurs dont tiendraient compte les participants au marché pour établir le prix d'une transaction.

Certains des actifs financiers et des passifs financiers du Régime, comme les cotisations et autres débiteurs, ainsi que les créateurs et les charges à payer, sont évalués par la suite au coût amorti, soit le coût à la date de comptabilisation initiale diminué de toute perte de valeur. La valeur comptable de ces actifs et de ces passifs se rapproche de leur juste valeur en raison de leur brève période de règlement. À la date de clôture, le Régime détermine s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier comptabilisé au coût amorti. Si tel est le cas, le Régime comptabilise une perte de valeur correspondant à la différence entre le coût amorti de l'actif financier et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés.

#### ii) Décomptabilisation

Le Régime décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à échéance ou sont transférés dans le cadre d'une transaction où la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif financier est transférée.

Lorsqu'un actif financier est décomptabilisé, la différence entre sa valeur comptable et la contrepartie est comptabilisée à titre de revenu net de placement à l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations.

Le Régime décomptabilise un passif financier lorsque les obligations contractuelles sont éteintes ou annulées ou qu'elles arrivent à échéance.

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### d) *Obligations au titre des prestations de retraite*

Les obligations au titre des prestations de retraite comptabilisées dans l'état de la situation financière correspondent à la valeur actuarielle des prestations de retraite constituées, déterminée au moyen de la méthode de répartition des prestations constituées, conformément à l'alinéa 14(7)a) du *Règlement 2012-75*, pris sous le régime de la *Loi*, et d'après des hypothèses actuarielles reflétant la meilleure estimation prospective.

### e) *Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation*

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle du Régime.

### f) *Utilisation d'estimations et recours au jugement*

L'établissement des états financiers du Régime exige le recours au jugement, à des estimations et à des hypothèses qui influent sur la mise en œuvre des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs et des passifs à la date de l'état de la situation financière. Des estimations et des jugements importants sont nécessaires pour déterminer la juste valeur estimative déclarée des placements dans des entités fermées, qui sont inclus dans les placements sous-jacents détenus dans les Entités de placement Vestcor et pour établir les obligations au titre des prestations de retraite, puisque ce calcul peut inclure des estimations des flux de trésorerie futurs prévus, des taux de rendement, des taux de retraite, des taux de mortalité, des taux de cessation d'emploi, des taux d'actualisation et des conséquences d'événements futurs. Les résultats réels pourraient s'écarter de ces estimations. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

### g) *Impôt*

Le Régime est un régime de retraite agréé aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et n'est pas assujéti à l'impôt.

### h) *Cotisations*

Les cotisations des employeurs et des participants au Régime sont constatées dans la période au cours de laquelle les retenues sur la paie sont effectuées.

### i) *Revenu net de placement*

Le revenu net de placement représente les changements de la juste valeur, réalisés et non réalisés, de la valeur des parts détenues dans chacune des Entités de placement Vestcor. Les opérations de placement sont comptabilisées à la date d'opération.

### j) *Conversion des devises*

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères détenus dans les Entités de placement Vestcor sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Le revenu de placement et les frais connexes sont convertis aux taux en vigueur à la date de chaque transaction. Les profits et les pertes de change réalisés et non réalisés sont compris dans le revenu net de placement.

### 3. Placements

Le Régime investit dans des parts des Entités de placement Vestcor, qui consistent en des fonds communs en fiducie à participation unitaire et des structures de sociétés en commandite Vestcor. Chaque Entité de placement Vestcor a son propre mandat d'investissement. L'investissement dans les Entités de placement Vestcor permet au Régime d'atteindre la pondération des catégories d'actifs prescrite dans son énoncé de politiques de placement (« ÉPP »). Ce qui suit décrit chacune des Entités de placement Vestcor (« fonds ») dans lesquels le Régime investissait au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

#### *Fonds d'obligations nominales de la SGPNB*

Ce fonds investit essentiellement dans des obligations de bonne qualité (dont la cote de crédit accordée par une importante agence de notation est d'au moins BBB) de pays du G7 et de provinces canadiennes, assorties d'un taux d'intérêt nominal. L'objectif de rendement est d'obtenir 20 points de base supérieur à son indice de référence, soit l'indice obligataire tous les gouvernements FTSE TMX Canada, selon une moyenne mobile de quatre ans.

#### *Fonds d'obligations de sociétés de la SGPNB*

Ce fonds investit principalement dans des obligations de sociétés de bonne qualité (dont la cote de crédit accordée par une importante agence de notation est d'au moins BBB) assorties d'un taux d'intérêt nominal. L'objectif de rendement est d'obtenir 20 points de base supérieur à son indice de référence, soit l'indice obligataire toutes les sociétés FTSE TMX Canada, selon une moyenne mobile de quatre ans.

#### *Fonds de valeurs à revenu fixe du Nouveau-Brunswick et du Canada atlantique de la SGPNB*

Ce fonds investit principalement dans des titres à revenu fixe émis pour financer l'activité économique au Nouveau-Brunswick. L'objectif de rendement est d'obtenir 20 points de base supérieur à son indice de référence, soit l'indice obligataire tous les gouvernements FTSE TMX Canada, selon une moyenne mobile de quatre ans.

#### *Fonds de titres du marché monétaire de la SGPNB*

Ce fonds investit essentiellement dans des titres à revenu fixe dont l'échéance est inférieure à un an. L'objectif de rendement est d'obtenir 20 points de base supérieur à son indice de référence, lequel correspond à 93 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada et à 7 % du taux des prêts à vue canadiens à un jour.

#### *Fonds d'investissement des étudiants de la SGPNB*

Ce fonds est géré par les étudiants de l'Université du Nouveau-Brunswick qui sont inscrits au Programme de fonds d'investissement des étudiants. Pour ce fonds, l'indice de référence global se compose à 50 % du S&P/TSX60 Total Return Index (l'indice de rendement global S&P/TSX60), à 45 % de l'indice obligataire tous les gouvernements FTSE TMX Canada, à 4,65 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada et à 0,35 % du taux des prêts à vue canadiens à un jour. Le personnel de Vestcor surveille attentivement les activités de ce fonds et il exécute et traite toutes les opérations pour le compte des étudiants.

#### *Fonds indiciel d'actions canadiennes de la SGPNB*

Ce fonds investit dans des titres de participation et des stratégies axées sur des instruments dérivés afin de s'exposer aux divers secteurs du S&P/TSX Composite Total Return Index (l'indice composé S&P/TSX). L'effet de levier sur les dérivés est évité en veillant à ce que chaque instrument dérivé soit adossé à des placements à court terme d'une valeur appropriée. L'objectif de rendement est d'obtenir 40 points de base supérieur à son indice de référence, soit le S&P/TSX Composite Total Return Index (l'indice de rendement global composé S&P/TSX) selon des périodes mobiles de quatre ans.

### 3. Placements (*suite*)

#### *Fonds d'actions canadiennes à faible volatilité de la SGPNB*

Ce fonds investit activement dans des titres afin de s'exposer au MSCI Canada Minimum Volatility Total Return Index, Gross (l'indice de rendement global MSCI Canada faible volatilité, brut). L'objectif de ce fonds est d'atteindre un taux de rendement à long terme équivalant à cet indice selon une moyenne mobile de quatre ans.

#### *Fonds d'actions canadiennes externes de la SGPNB*

Ce fonds est géré par des gestionnaires externes et investit dans des actions de sociétés canadiennes cotées en bourse. L'objectif de rendement est d'obtenir 150 points de base supérieur à son indice de référence, soit le S&P/TSX Composite Total Return Index (l'indice composé rendement global S&P/TSX), selon une moyenne mobile de quatre ans.

#### *Fonds d'actions canadiennes — stratégie active à long terme de la SGPNB*

Ce fonds vise à ajouter de la valeur en procédant à un choix prudent de titres et de répartitions sectorielles grâce à la surpondération ou à la sous-pondération des placements sélectionnés par rapport à l'indice. L'objectif de rendement est d'obtenir 150 points de base supérieur à son indice de référence, soit le S&P/TSX Composite Total Return Index (l'indice composé rendement global S&P/TSX).

#### *Fonds d'actions internationales externes de la SGPNB*

Ce fonds est géré par des gestionnaires externes et investit dans des actions de sociétés cotées en bourse dans les marchés d'Europe, d'Australasie et d'Extrême-Orient. L'objectif de rendement est d'obtenir 150 points de base, déduction faite des frais, supérieur à son indice de référence, soit le MSCI EAFE Total Return Index in \$C, Net (l'indice de rendement global MSCI EAEO en \$CA, net), selon une moyenne mobile de quatre ans.

#### *Fonds indiciel d'actions EAEO de la SGPNB*

Ce fonds investit dans des actions cotées en bourse du MSCI EAFE Total Return Index in \$C, Net (l'indice de rendement global MSCI EAEO en \$CA, net). L'objectif de rendement est d'obtenir 20 points de base, déduction faite des frais, supérieur à son indice de référence, soit le MSCI EAFE Total Return Index in \$C, Net (l'indice de rendement global MSCI EAEO en \$CA, net), selon une moyenne mobile de quatre ans.

#### *Fonds d'actions internationales à faible volatilité de la SGPNB*

Ce fonds investit activement dans des titres du MSCI EAFE Minimum Volatility (USD) Total Return Index in \$C, Net (l'indice de rendement global MSCI EAEO à faible volatilité (en dollars américains) en \$CA, net). L'objectif de ce fonds est d'atteindre un taux de rendement à long terme équivalant à cet indice, déduction faite des frais, selon une moyenne mobile de quatre ans annualisée.

### 3. Placements (*suite*)

#### *Fonds d'actions de marchés émergents à faible volatilité de la SGPNB – classe N*

Ce fonds investit activement dans des titres du MSCI Emerging Markets Minimum Volatility Total Return Index in \$C, Net (l'indice de rendement global MSCI marchés émergents à faible volatilité en \$CA, net). L'objectif de ce fonds est d'atteindre un taux de rendement à long terme équivalant à cet indice, déduction faite des frais, selon une moyenne mobile de quatre ans annualisée. Ce fonds était connu auparavant sous le nom de Fonds d'actions de sociétés de marchés émergents à faible volatilité de la SGPNB.

#### *Fonds indiciel d'actions américaines (2017) de la SGPNB*

Ce fonds investit passivement dans des titres de participation et des instruments dérivés afin d'avoir une exposition sur le S&P 500 Index (l'indice S&P 500). L'effet de levier lié aux dérivés est évité en veillant à ce que chaque instrument dérivé soit adossé par des placements à court terme d'une valeur appropriée. L'objectif de rendement est d'obtenir un rendement analogue à celui du S&P 500 Total Return Index in \$C (l'indice de rendement global S&P 500 en \$CA).

#### *Fonds indiciel d'actions américaines de la SGPNB – classe N*

Ce fonds investit passivement dans des titres de participation et des instruments dérivés afin de s'exposer sur le S&P 500 Index (l'indice S&P 500). L'effet de levier sur les dérivés est évité en veillant à ce que chaque instrument dérivé soit adossé à des placements à court terme d'une valeur appropriée. L'objectif de rendement est d'obtenir un rendement analogue à celui du S&P 500 Total Return Index in \$C (l'indice de rendement global S&P 500 en \$CA). Ce fonds était connu auparavant sous le nom de Fonds indiciel d'actions américaines de la SGPNB.

#### *Fonds d'actions américaines à faible volatilité (2017) de la SGPNB*

Ce fonds investit activement dans des titres afin de s'exposer au MSCI USA Minimum Volatility (USD) Total Return Index in \$C, Net (l'indice de rendement global MSCI États-Unis faible volatilité (en dollars américains) en \$CA, net). L'objectif de ce fonds est d'atteindre un taux de rendement à long terme équivalent à cet indice, déduction faite des frais, selon une moyenne mobile de quatre ans annualisée.

#### *Fonds d'actions américaines à faible volatilité de la SGPNB – classe N*

Ce fonds investit activement dans des titres afin de s'exposer au MSCI USA Minimum Volatility (USD) Total Return Index in \$C, Net (l'indice de rendement global MSCI États-Unis à faible volatilité (en dollars américains) en \$CA, net). L'objectif de ce fonds est d'atteindre un taux de rendement à long terme équivalant à cet indice, déduction faite des frais, selon une moyenne mobile de quatre ans annualisée. Ce fonds était connu auparavant sous le nom de Fonds d'actions américaines à faible volatilité de la SGPNB.

#### *Fonds de titres indexés sur l'inflation de la SGPNB*

Ce fonds investit principalement dans des instruments à revenu fixe des pays du G7, qui sont rajustés pour tenir compte de l'inflation. L'objectif de rendement est d'obtenir 10 points de base supérieur à son indice de référence, soit l'indice des obligations à rendement réel FTSE TMX Canada, selon une moyenne mobile de quatre ans.

#### *Fonds de valeurs immobilières canadiennes de la SGPNB*

Ce fonds investit dans des placements immobiliers canadiens du secteur privé, soit directement par l'intermédiaire de la filiale en propriété exclusive NBIMC Realty Corp., soit indirectement par l'entremise de sociétés en commandite ou d'instruments de placement similaires. L'indice de référence correspond au taux d'inflation, lequel est mesuré par le pourcentage de variation de la moyenne sur 12 mois de l'indice global des prix à la consommation (IPC) du Canada, majoré de 4 %.

### 3. Placements (*suite*)

#### *Fonds de fiducies de placement immobilier canadiennes de la SGPNB*

Ce fonds investit dans des titres cotés en bourse de fiducies de placement immobilier (FPI) canadiennes. L'objectif de rendement est d'obtenir 15 points de base supérieur à son indice de référence, soit le S&P/TSX Capped REIT Total Return Index (l'indice de rendement global plafonné FPI S&P/TSX).

#### *Fonds de valeurs immobilières fermées non canadiennes de la SGPNB*

Ce fonds investit dans des placements immobiliers non canadiens du secteur privé, directement ou indirectement par l'entremise de sociétés en commandite ou d'instruments de placement similaires. L'indice de référence correspond au taux d'inflation, lequel est mesuré par le pourcentage de variation de la moyenne sur 12 mois de l'IPC global du Canada, majoré de 4 %.

#### *Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor*

Ce fonds investit dans des placements immobiliers canadiens et internationaux par l'entremise de structures de co-investissement, de sociétés en commandite ou de véhicules de placement similaires. L'indice de référence correspond au taux d'inflation, lequel est mesuré par le pourcentage de variation de la moyenne sur 12 mois de l'IPC global du Canada, majoré de 4 %.

#### *Fonds de valeurs immobilières internationales (2017) de la SGPNB*

Ce fonds investit principalement dans les actions cotées en bourse de fiducies de placement immobilier (FPI) internationales. L'objectif de rendement est d'obtenir, selon une moyenne de quatre ans, 150 points de base supérieur à une combinaison des indices d'actions de FPI de différents pays en \$CA (présentement FTSE NAREIT all equity REIT Total Return Index en \$CA), déduction faite des frais, sur une moyenne de quatre ans.

#### *Fonds de valeurs immobilières internationales de la SGPNB – classe N*

Ce fonds investit principalement dans des actions cotées en bourse de FPI internationales. L'objectif de rendement, à long terme, est d'obtenir 150 points de base supérieur à celui d'une combinaison des indices d'actions de FPI de différents pays en \$CA (présentement FTSE NAREIT all equity REIT Total Return Index en \$CA), déduction faite des frais, sur une moyenne de quatre ans. Ce fonds était connu auparavant sous le nom de Fonds de valeurs immobilières internationales de la SGPNB.

#### *Fonds d'investissement en infrastructures publiques (2017) de la SGPNB*

Ce fonds assure une meilleure diversification de placements en instaurant une exposition comparable à l'infrastructure, mais plus liquide. L'objectif de rendement est d'obtenir, sur une moyenne de quatre ans, 150 points de base supérieur à son indice de référence, qui correspond au taux d'inflation, lequel est mesuré par le pourcentage de variation de la moyenne sur 12 mois de l'IPC global du Canada, majoré de 4 %.

#### *Fonds d'investissement en infrastructures publiques de la SGPNB – classe N*

Ce fonds accroît la diversification en matière de placements en instaurant une exposition assimilable à des infrastructures, mais plus liquide. L'objectif de rendement est d'obtenir, sur une moyenne de quatre ans, 150 points de base supérieur à son indice de référence, qui correspond au taux d'inflation, lequel est mesuré par le pourcentage de variation de la moyenne sur 12 mois de l'IPC global du Canada, majoré de 4 %. Ce fonds était connu auparavant sous le nom de Fonds d'investissement en infrastructures publiques de la SGPNB.

### 3. Placements (*suite*)

#### *Fonds d'investissement en infrastructures de la SGPNB*

Ce fonds accroît la diversification en matière de placements, et consiste en des investissements directs en infrastructures à travers des structures de co-investissement. L'objectif de rendement est d'atteindre un taux de rendement réel de 4 % sur une moyenne de quatre ans.

#### *Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor*

Ce fonds permet une diversification élargie en matière de placements, et consiste en des investissements directs en infrastructures à travers des structures de co-investissement. L'indice de référence est d'obtenir un taux de rendement réel à long terme de 4 %.

#### *Fonds d'actions nord-américaines à faible corrélation avec les marchés (2017) de la SGPNB*

Ce fonds vise à ajouter de la valeur en choisissant des titres de sociétés figurant dans le S&P/TSX Composite Total Return Index (l'indice composé rendement global S&P/TSX) ainsi que certains titres de sociétés cotées en Bourse aux États-Unis. Les titres privilégiés par ce fonds sont achetés et compensés par une position vendeur correspondante sur un autre titre provenant du même secteur. Le portefeuille est soutenu par une réserve de trésorerie et son objectif de rendement est d'obtenir 350 points de base de plus par année que son indice de référence, selon une moyenne mobile de quatre ans. L'indice de référence correspond à 93 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada et à 7 % du taux des prêts à vue canadiens à un jour.

#### *Fonds d'actions nord-américaines à faible corrélation avec les marchés de la SGPNB – classe N*

Ce fonds vise à ajouter de la valeur en choisissant des titres de sociétés figurant dans le S&P/TSX Composite Total Return Index (l'indice composé rendement global S&P/TSX) ainsi que certains titres de sociétés cotées en Bourse aux États-Unis. Les titres privilégiés par ce fonds sont achetés et compensés par une position vendeur correspondante sur un autre titre provenant du même secteur. Le portefeuille est soutenu par une réserve de trésorerie et son objectif de rendement est d'obtenir 350 points de base de plus par année que son indice de référence, selon une moyenne mobile de quatre ans. L'indice de référence correspond à 93 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada et à 7 % du taux des prêts à vue canadiens à un jour. Ce fonds était connu auparavant sous le nom de Fonds d'actions nord-américaines à faible corrélation avec les marchés de la SGPNB.

#### *Fonds à gestion quantitative (2017) de la SGPNB*

Ce fonds crée de la valeur en investissant dans des positions longues ou courtes lorsque des fusions ou des structures à deux catégories d'actions sont annoncées et présentent des occasions d'arbitrage. Les positions courtes sont soutenues par une réserve de trésorerie. L'objectif de rendement est d'obtenir 350 points de base annuellement selon une moyenne mobile de quatre ans supérieur à son indice de référence, lequel correspond à 93 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada et à 7 % du taux des prêts à vue canadiens à un jour.

#### *Fonds à gestion quantitative de la SGPNB – classe N*

Ce fonds crée de la valeur en investissant dans des positions longues ou courtes lorsque des fusions ou des structures à deux catégories d'actions sont annoncées et présentent des occasions d'arbitrage. Les positions courtes sont soutenues par une réserve de trésorerie. L'objectif de rendement est d'obtenir 350 points de base annuellement selon une moyenne mobile de quatre ans supérieur à son indice de référence, lequel correspond à 93 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada et à 7 % du taux des prêts à vue canadiens à un jour. Ce fonds était connu auparavant sous le nom de Fonds à gestion quantitative de la SGPNB.

### 3. Placements (suite)

#### *Fonds quantitatif d'actions au bêta stratégique (2017) de la SGPNB*

Ce fonds ajoute de la valeur en investissant dans des positions longues ou courtes majoritairement de l'indice MSCI ACWI. Les positions courtes sont adossées à une réserve de trésorerie. L'objectif de rendement est d'obtenir 350 points de base selon une moyenne mobile de quatre ans supérieur à son indice de référence, lequel correspond à 93 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada et à 7 % du taux des prêts à vue canadiens à un jour.

#### *Fonds quantitatif d'actions au bêta stratégique de la SGPNB - classe N*

Ce fonds ajoute de la valeur en investissant dans des positions longues ou courtes majoritairement de l'indice MSCI ACWI. Les positions courtes sont adossées à une réserve de trésorerie. L'objectif de rendement est d'obtenir 350 points de base selon une moyenne mobile de quatre ans supérieur à son indice de référence, lequel correspond à 93 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada et à 7 % du taux des prêts à vue canadiens à un jour. Ce fonds était auparavant connu sous le nom de Fonds quantitatif d'actions au bêta stratégique de la SGPNB.

#### *Fonds de promotion des titres participatifs du Canada atlantique et du Nouveau-Brunswick de la SGPNB*

Ce fonds investit dans des actions de sociétés ouvertes ou fermées ou dans des titres convertibles en actions d'entreprises du Nouveau-Brunswick ou du Canada atlantique. L'objectif de rendement est d'atteindre un taux de rendement réel à long terme de 4 %.

#### *Fonds d'actions de sociétés fermées de la SGPNB*

Ce fonds est géré par des gestionnaires externes et investit principalement dans des actions de sociétés américaines et européennes qui ne sont pas cotées en bourse. L'objectif de rendement est d'obtenir 350 points de base supérieur à son indice de référence, qui s'agit de la moyenne de la pondération des indices de rendement global S&P/TSX, S&P 500 et MSCI EAE0 en \$CA.

#### *Société en commandite de société d'actions fermées de Placements Vestcor*

Ce fonds est géré par des gestionnaires externes et investit principalement dans des actions de sociétés américaines et européennes qui ne sont pas cotées en bourse. L'objectif de rendement est d'obtenir 350 points de base supérieur à son indice de référence, qui s'agit de la moyenne de la pondération des indices de rendement global S&P/TSX, S&P 500 et MSCI EAE0 en \$CA.

#### *Fonds de la stratégie de composition de l'actif de la SGPNB*

Ce fonds ajoute de la valeur par l'entremise d'une gestion active de la composition de l'actif, selon les décisions rendues par le comité interne des stratégies de la composition de l'actif de Vestcor. L'objectif est d'ajouter 10 points de base au rendement absolu.

**3. Placements (suite)**

Le tableau qui suit présente en détail les avoirs de placement du Régime au 31 décembre :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Nombre de parts <i>(arrondi)</i>	Valeur unitaire <i>(en dollars)</i>	Juste valeur 2017	Juste valeur 2016
<b>Titres à revenu fixe</b>				
Fonds d'obligations nominales de la SGPNB	498 894	2 692	1 342 781	\$ 1 218 213
Fonds d'obligations de sociétés de la SGPNB	1 051 294	1 279	1 344 971	1 278 613
Fonds de valeurs à revenu fixe du Nouveau-Brunswick et du Canada atlantique de la SGPNB	2 078	3 300	6 858	7 475
Fonds de titres du marché monétaire de la SGPNB	39 165	1 627	63 709	103 217
Fonds d'investissement des étudiants de la SGPNB	485	3 656	1 773	1 664
			2 760 092	2 609 182
<b>Actions</b>				
Fonds indiciel d'actions canadiennes de la SGPNB	148 420	3 743	555 579	524 052
Fonds d'actions canadiennes à faible volatilité de la SGPNB	222 120	1 725	383 084	360 135
Fonds d'actions canadiennes externes de la SGPNB	36 702	4 443	163 079	147 378
Fonds d'actions canadiennes — stratégie active à long terme de la SGPNB	59 937	1 493	89 508	81 488
Fonds d'actions internationales externes de la SGPNB	66 692	2 517	168 558	137 876
Fonds indiciel d'actions EAE0 de la SGPNB	102 797	1 673	172 009	208 727
Fonds d'actions internationales à faible volatilité de la SGPNB	169 612	2 233	378 721	359 937
Fonds d'actions de marchés émergents à faible volatilité de la SGPNB – classe N	204 336	1 117	228 221	213 506
Fonds indiciel d'actions américaines (2017) de la SGPNB	117 973	3 022	356 474	—
Fonds indiciel d'actions américaines de la SGPNB – classe N	—	—	—	353 771
Fonds d'actions américaines à faible volatilité (2017) de la SGPNB	133 318	2 832	377 497	—
Fonds d'actions américaines à faible volatilité de la SGPNB – classe N	—	—	—	358, 937
			2 872 730	2 745 807
<b>Actifs liés à l'inflation</b>				
Fonds de titres indexés sur l'inflation de la SGPNB	103 603	3 642	377 357	365 941
Fonds de valeurs immobilières canadiennes de la SGPNB	43 347	4 930	213 714	190 744
Fonds de fiducies de placement immobilier canadiennes de la SGPNB	23 220	1 369	31 796	76 151
Fonds de valeurs immobilières fermées non canadiennes de la SGPNB	10 661	1 134	12 088	9 814
Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor	14 059	1 037	14 572	—
Fonds de valeurs immobilières internationales (2017) de la SGPNB	6 093	7 683	46 811	—
Fonds de valeurs immobilières internationales de la SGPNB – classe N	—	—	—	69 922
Fonds d'investissement en infrastructures publiques (2017) de la SGPNB	153 832	1 074	165 150	—
Fonds d'investissement en infrastructures publiques de la SGPNB – classe N	—	—	—	137 070
Fonds d'investissement en infrastructures de la SGPNB	63 545	1 757	111 618	98 531
Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor	31 832	1 103	35 127	—
			1 008 233	948 173

**3. Placements (suite)**

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>Nombre de parts (arrondi)</b>	<b>Valeur unitaire (en dollars)</b>	<b>Juste valeur 2017</b>	<b>Juste valeur 2016</b>
<b>Placements non traditionnels</b>				
Fonds d'actions nord-américaines à faible corrélation avec les marchés (2017) de la SGPNB	116 698	1 394	162 705	—
Fonds d'actions nord-américaines à faible corrélation avec les marchés de la SGPNB – classe N	—	—	—	157 324
Fonds à gestion quantitative (2017) de la SGPNB	163 913	1 520	249 027	—
Fonds à gestion quantitative de la SGPNB – classe N	—	—	—	231 096
Fonds quantitatif d'actions au bêta stratégique (2017) de la SGPNB	183 452	1 085	199 365	—
Fonds quantitatif d'actions au bêta stratégique de la SGPNB – classe N	—	—	—	188 400
Fonds de promotion des titres participatifs du Canada atlantique et du Nouveau-Brunswick de la SGPNB	3 570	6 392	22 817	18 056
Fonds d'actions de sociétés fermées de la SGPNB	91 108	3 502	319 019	293 252
Société en commandite de sociétés d'action fermées de Placements Vestcor	19 992	784	15 666	—
			968 599	888 128
<b>Répartition stratégique de l'actif</b>				
Fonds de la stratégie de composition de l'actif de la SGPNB	22 362	1 296	28 991	24 080
			7 638 645	\$ 7 215 370
				\$

**4. Juste valeur des instruments financiers**

Les placements sont évalués à leur juste valeur et les variations de celle-ci sont comptabilisées dans le revenu net de placement.

L'établissement de la juste valeur repose sur l'utilisation de données de mesure comportant divers degrés de subjectivité. Il est possible de classer de la façon suivante ces degrés de subjectivité, ou niveaux, qui forment la hiérarchie des justes valeurs :

**Niveau 1** — Prix cotés sur un marché actif, qui constituent les données les plus fiables pour l'évaluation de la juste valeur. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, ou que ces prix représentent des transactions réelles et courantes sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

**Niveau 2** — Données (autres que les prix cotés, ces derniers correspondant au niveau 1) qui sont observables directement ou indirectement à l'égard du placement. Ces données incluent les prix cotés pour des placements similaires sur des marchés actifs, les prix cotés pour des placements identiques ou similaires sur des marchés qui ne sont pas actifs, et les données autres que les prix cotés qui sont observables pour le placement. Il s'agit de données tirées principalement de données de marché observables, ou qui sont confirmées par ces dernières, par corrélation ou autrement.

**Niveau 3** — Données non observables utilisées pour établir la juste valeur en l'absence de données observables. Les données non observables reflètent des hypothèses subjectives auxquelles les participants au marché peuvent recourir pour fixer le prix du placement.

#### 4. Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les parts des fonds communs sont classées au niveau 2, à l'exception de la Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor, la Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor et la Société en commandite de sociétés d'action fermées de Placements Vestcor, puisqu'elles sont tarifées d'après la valeur nette de l'actif de chaque Fonds commun, qui est directement observable, mais les parts ne sont pas négociées sur des marchés actifs. Au 31 décembre 2017, la juste valeur des parts des fonds communs classées au niveau 2 s'élevait à 7 573 280 \$ (2016 – 7 215 370 \$).

Les parts dans chacune des entités suivantes sont classées au niveau 3 : la Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor, la Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor et la Société en commandite de sociétés d'action fermées de Placements Vestcor. Il n'y avait pas de transferts importants entre les niveaux 2 et 3 au cours de l'exercice. Au 31 décembre 2017, la juste valeur des parts des fonds communs classées au niveau 3 s'élevait à 65 365 \$ (— \$ en 2016).

La Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor investit dans des propriétés internationales, indirectement par le biais de sociétés de portefeuille entièrement détenues investissant dans des structures de sociétés en commandite. Au 31 décembre 2017, une augmentation ou une diminution de 25 points de base du taux de capitalisation utilisé par les évaluateurs de biens indépendants aurait pour effet la diminution ou l'augmentation de l'évaluation des placements de ce fonds de 994 \$ ou de 1 070 \$, respectivement. Dans ce fonds, l'exposition maximale à une perte est la juste valeur de ses investissements, plus les engagements non appelés (voir note 13).

La Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor investit indirectement par le biais de co-investissements dans certains actifs d'infrastructure sous-jacents. Les évaluations indépendantes que reçoit le fonds pour chacun de ses placements indiquent une fourchette de valeurs oscillant entre 31 938 \$ et 36 269 \$ au 31 décembre 2017. Il est raisonnablement possible que les évaluations qu'utilise ce fonds exigent des ajustements significatifs à la valeur comptable des placements. L'exposition maximale de ce fonds à des pertes correspond à la valeur comptable de ses placements.

La Société en commandite de sociétés d'action fermées de Placements Vestcor investit dans des parts de sociétés en commandite gérées par des commandités jouissant d'une bonne réputation et dotées d'une grande expérience. Excluant tous avoirs négociés en bourse, une augmentation ou une diminution de 1 % dans les valeurs liquidatives par unité déclarées par les sociétés en commandite ferait augmenter ou diminuer la valeur comptable des placements de ce fonds au 31 décembre 2017 de 157 \$. Il est raisonnablement possible que les évaluations qu'utilise ce fonds exigent des ajustements significatifs à la valeur comptable des placements. L'exposition maximale de ce fonds à des pertes correspond à la juste valeur de ses placements majorée de ses engagements non appelés (voir la note 13).

Le tableau qui suit présente les changements aux données du niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs :

Exercice terminé le 31 décembre 2017	Juste valeur, début de l'exercice \$	Profits (pertes) en résultat \$	Achats \$	Ventes \$	Juste valeur, fin de l'exercice \$
Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor	—	788	13 845	(61)	14 572
Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor	—	3 052	33 613	(1 538)	35 127
Société en commandite de sociétés d'action fermées de Placements Vestcor	—	(1 111)	16 778	(1)	15 666

## 5. Gestion des risques liés aux instruments financiers (suite)

Les instruments financiers sont exposés à des risques, notamment aux risques de marché, de taux d'intérêt, de crédit et de liquidité.

a) Risque de marché. Le risque de marché est le risque de variation de la valeur d'un placement en raison de changements dans les prix du marché, que ces changements soient provoqués par des facteurs inhérents à un placement donné ou par des facteurs touchant tous les titres négociés sur ce marché. Le risque de marché comprend notamment le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix. La principale façon de gérer le risque de marché consiste à investir dans des pays, des secteurs et des émetteurs largement diversifiés. Le Régime détient des placements dans des fonds communs mettant en œuvre des stratégies d'investissement actif ou passif et qui sont diversifiés sur le marché national et les marchés internationaux.

Les stratégies d'investissement des Entités de placement Vestcor peuvent comprendre le recours à des instruments dérivés tels que des contrats de change à terme ou des swaps sur le rendement total. Les stratégies d'investissement comportent également des stratégies neutres vis-à-vis du marché, où un placement qui se trouve dans une position longue sur un titre est jumelé à une position courte sur un autre titre, ces deux titres provenant généralement du même secteur. À l'exception – limitée – du financement prudent d'investissements dans des biens immobiliers, l'ÉPP (*note 8*) interdit le recours à l'effet de levier dans le portefeuille de placements. Par conséquent, dans la mesure où il existe un risque lié au marché découlant des instruments dérivés et des positions courtes, chaque Entité de placement Vestcor maintiendra une réserve de trésorerie égale au montant du risque lié au marché. Les stratégies neutres vis-à-vis du marché aident à réduire le risque de marché parce qu'elles respectent des limites maximales en matière d'investissement de même que les contraintes en matière d'excédent de pertes, et qu'elles sont moins corrélées aux indices généraux du marché.

Vestcor mène certaines de ses activités d'investissement dans les Entités de placement Vestcor pour le compte du Régime en effectuant des opérations avec des courtiers sur des marchés boursiers réglementés et sur des marchés hors cote. En général, les courtiers exigent que des biens soient donnés en garantie contre les fluctuations éventuelles du marché lorsqu'ils effectuent des opérations sur des instruments financiers dérivés ou des ventes à découvert. Au 31 décembre 2017, la juste valeur des titres sous-jacents du Régime qui avaient été donnés en garantie ou comme dépôt auprès de diverses institutions financières s'élevait à 375 094 \$ (292 508 \$ en 2016) (*voir la note 5 c*)).

Le risque de change découle de la détention de placements en monnaies autres que le dollar canadien. Tous les placements du Régime sont effectués dans des Entités de placement Vestcor libellés en dollars canadiens, mais certains de ces fonds investissent dans des actifs libellés en devises ou situés à l'étranger. L'ÉPP permet de couvrir le risque de change des placements en devises, à la discrétion du gestionnaire du portefeuille. Environ 28,2 % (28,6 % en 2016) des placements sous-jacents du Régime sont libellés en devises autres que le dollar canadien, le risque de change étant surtout attribuable au dollar américain, à 16,1 % (16,3 % en 2016) et à l'euro, à 3,1 % (3,3 % en 2016).

Une augmentation ou une diminution absolue de 1 % de la valeur du dollar canadien par rapport à celle de toutes les autres devises, en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, entraînerait, au 31 décembre 2017, une diminution ou une augmentation approximative de la valeur nette des placements de 21 556 \$ (20 799 \$ en 2016).

## 5. Gestion des risques liés aux instruments financiers (suite)

Le risque de taux d'intérêt correspond à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur la valeur marchande des placements. Le Régime investit dans certaines Entités de placement Vestcor qui investissent à leur tour dans des titres à revenu fixe dont la juste valeur est sensible aux taux d'intérêt. En vertu de l'ÉPP, Vestcor doit respecter des lignes directrices relatives à la durée et à la courbe de rendement qui sont établies pour atténuer le risque lié à la volatilité des taux d'intérêt.

Si les taux d'intérêt augmentaient de 1 % et si toutes les autres variables demeuraient constantes, la perte possible de juste valeur par rapport aux actifs nets de placement au 31 décembre 2017 s'élèverait à environ 260 329 \$ (248 548 \$ en 2016).

Le risque de prix s'entend du risque que la valeur des placements en actions varie par suite des fluctuations futures des cours du marché causées par des facteurs spécifiques à un placement en actions en particulier ou par d'autres facteurs se répercutant sur l'ensemble des actions négociées sur le marché. Le Régime est exposé au risque de prix lié aux placements en actions sous-jacents détenus dans les Entités de placement Vestcor. Si les indices des cours du marché des actions diminuaient de 1 % et si toutes les autres variables demeuraient constantes, la perte possible au 31 décembre 2017 s'élèverait à environ 31 823 \$ (30 789 \$ en 2016).

b) Risque de crédit. Le Régime est exposé au risque de crédit dans l'éventualité où la contrepartie à un placement d'une Entité de placement Vestcor dans un instrument dérivé ou un titre de créance se trouve en situation de défaut ou devient insolvable. Vestcor a établi des critères d'investissement conçus pour gérer le risque de crédit en imposant des limites par type d'émetteur et par cote de crédit pour le risque de crédit découlant des titres à revenu fixe et des instruments dérivés. Vestcor assure un suivi mensuel de ces expositions. Les instruments dérivés et les titres de créance à court et à long terme se limitent à ceux auxquels une agence de notation externe a attribué des cotes de crédit élevées. De plus, l'exposition à chaque contrepartie est limitée à 5 % du total des actifs. Les cotes de crédit élevées correspondent à BBB et plus pour les titres de créance à long terme, et à R-1 pour les titres de créance à court terme. Toute révision à la baisse d'une cote de crédit en deçà d'une cote de qualité supérieure est examinée par le conseil des fiduciaires.

Le tableau qui suit présente le risque de crédit global des Entités de placement Vestcor sous-jacents selon les cotes de crédit aux 31 décembre :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
AAA	1 114 789 \$	868 287 \$
AA	533 640	895 802
A	1 229 684	1 104 367
BBB	407 734	402 479
R-1	297 482	294 981
Autre	51 484	59 028
	<b>3 634 813 \$</b>	<b>3 624 944 \$</b>

La plus forte concentration de risque de crédit à chaque clôture d'exercice se rapportait aux obligations du gouvernement du Canada.

c) Risque de liquidité. Ce risque découle de la possibilité que les fonds disponibles soient insuffisants pour répondre aux besoins de trésorerie. Les sources de liquidités comprennent les cotisations de retraite versées par les employeurs et les employés ainsi que le rachat d'unités des Entités de placement Vestcor. Les besoins de liquidité incluent les versements aux bénéficiaires et aux fournisseurs de services ainsi que les achats d'unités des Entités de placement Vestcor.

## 5. Gestion des risques liés aux instruments financiers (suite)

La composition de l'actif du Régime est expressément conçue pour faire en sorte que des actifs liquides suffisants soient disponibles afin de verser les prestations de retraite au moment opportun. À l'exception de la trésorerie, des bons du Trésor et des acceptations bancaires, les obligations gouvernementales constituent la catégorie d'actifs la plus liquide, alors que les placements de sociétés fermées, tels les titres de créance, les actions, les biens immobiliers et les placements en infrastructures, sont très peu liquides en raison d'un manque de disponibilité sur le marché et de l'échéance plus longue de ces placements.

L'actif liquide net inclut la juste valeur de l'ensemble des actifs, à l'exception des placements en actions de sociétés fermées, en biens immobiliers de sociétés fermées et en infrastructures de sociétés fermées, des placements régionaux du Nouveau-Brunswick, ainsi que de la quote-part du Régime de la juste valeur des garanties données aux courtiers et aux contreparties et des engagements d'investissement non provisionnés. L'actif liquide est une mesure non conforme aux PCGR.

Le tableau suivant présente le calcul de l'actif liquide net au 31 décembre :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Actif net disponible pour le service des prestations	7 652 023 \$	7 240 982 \$
Moins placement dans :		
Fonds de valeurs à revenu fixe du Nouveau-Brunswick et du Canada atlantique de la SGPNB (note 3)	(6 858)	(7 475)
Fonds de valeurs immobilières canadiennes de la SGPNB (note 3)	(213 714)	(190 744)
Fonds de valeurs immobilières fermées non canadiennes de la SGPNB (note 3)	(12 088)	(9 814)
Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor (note 3)	(14 572)	
Fonds d'investissement en infrastructures de la SGPNB (note 3)	(111 618)	(98 531)
Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor (note 3)	(35 127)	
Fonds de promotion des titres participatifs du Canada atlantique et du Nouveau-Brunswick de la SGPNB (note 3)	(22 817)	(18 056)
Fonds d'actions de sociétés fermées de la SGPNB (note 3)	(319 019)	(293 252)
Société en commandite de sociétés d'action fermées de Placements Vestcor (note 3)	(15 666)	
Garanties données (note 5 a))	(375 094)	(292 508)
Engagements d'investissement (note 13)	(229 379)	(227 517)
<b>Actif liquide net</b>	<b>6 296 071 \$</b>	<b>6 103 085 \$</b>

d) Prêt de titres : L'ÉPP du Régime permet à Vestcor de conclure un accord de prêt de titres, soit à l'externe, avec son dépositaire de titres, soit à l'interne, parmi les Entités de placement Vestcor dans le but d'accroître le rendement des portefeuilles.

Dans le cadre du programme à l'externe, le dépositaire de titres, qui est un tiers indépendant, peut prêter des titres appartenant aux Entités de placement Vestcor à des emprunteurs approuvés en échange d'une garantie, composée de titres facilement négociables et garantis par un gouvernement et s'élevant à au moins 105 % de la valeur des titres prêtés, de même que de frais d'emprunt. Vestcor limite les emprunteurs approuvés dans le cadre du programme de prêt de titres à l'externe pour gérer le risque de crédit de contrepartie. Au 31 décembre 2017, des titres sous-jacents d'une valeur de 1 526 811 \$ (775 385 \$ en 2016) étaient prêtés au nom du Régime.

## 5. Gestion des risques liés aux instruments financiers (suite)

Dans le cadre du programme de prêt de titres à l'interne, certaines Entités de placement Vestcor peuvent prêter des titres à une Entité de placement Vestcor emprunteuse, sous réserve d'un accord de garantie conclu entre les Fonds, en échange de frais d'emprunt. Au 31 décembre 2017, des titres sous-jacents d'une valeur de 85 423 \$ (57 366 \$ en 2016) étaient prêtés au nom du Régime, et les emprunts de tels titres se chiffraient à 86 204 \$ (60 340 \$ en 2016).

## 6. Obligations au titre des prestations de retraite

a) Méthode actuarielle : Lors de la conversion du régime à prestations déterminées établi en vertu de la LPRSP en un régime à risques partagés, une évaluation actuarielle a été préparée par Morneau Shepell, l'actuaire indépendant, afin de documenter :

- les résultats de l'évaluation initiale de la Politique de financement, comme l'exige le sous-alinéa 100.6(2)a)ii de la *Loi sur les prestations de pensions* (Nouveau-Brunswick) (la *Loi*);
- le plan de conversion, comme l'exige le sous-alinéa 100.6(2)a)i de la *Loi*;
- les résultats de l'évaluation actuarielle sur une base de permanence, comme l'exige le paragraphe 14(1) du *Règlement sur les régimes à risques partagés 2012-75*, pris en vertu de la *Loi*.

La prochaine évaluation actuarielle sur une base de permanence sera effectuée en date du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Cette évaluation est effectuée uniquement afin de répondre aux exigences de la *Loi sur l'impôt sur le revenu* (Canada).

La *Loi* exige qu'une évaluation actuarielle soit préparée et déposée annuellement auprès du surintendant des pensions. L'évaluation actuarielle annuelle a été préparée en date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 par l'actuaire indépendant. La prochaine évaluation de la Politique de financement devrait être préparée au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Les passifs et le coût d'exercice au titre de l'évaluation de la Politique de financement ont été calculés selon la méthode de répartition des prestations constituées, conformément à l'alinéa 14(7)a) du *Règlement 2012-75*.

Les passifs actuariels au titre de l'évaluation de la Politique de financement correspondent à la valeur actuarielle des prestations acquises par les participants pour leur service avant la date d'évaluation, compte tenu des hypothèses actuarielles. L'évaluation de la Politique de financement ne tient pas compte de l'effet des augmentations de salaire futures ni de l'effet des augmentations des prestations constituées futures en raison des ajustements au coût de la vie accordés périodiquement par le conseil des fiduciaires en vertu du texte du Régime et de la politique de financement.

Le coût d'exercice aux fins de l'évaluation de la Politique de financement est égal à la valeur actuarielle des prestations devant être acquises par les participants au cours de l'année qui suit la date d'évaluation. Une estimation de l'augmentation des salaires a été effectuée afin de calculer le coût d'exercice estimé ainsi que les cotisations estimées de la part des participants et des employeurs au cours de l'année qui suit la date d'évaluation.

Aux fins d'évaluation, l'âge utilisé afin de déterminer l'admissibilité aux prestations ainsi qu'à toute autre fin est celui de l'anniversaire le plus près à la date d'évaluation.

**6. Obligations au titre des prestations de retraite (suite)**

b) Hypothèses actuarielles : Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les passifs actuariels aux fins de l'évaluation de la Politique de financement, ainsi que le coût d'exercice pour l'année suivant l'évaluation, sont les suivantes :

1 <sup>er</sup> janvier 2018 et 1 <sup>er</sup> janvier 2017									
Taux d'actualisation	4,75 % par année								
Taux d'inflation	2,25 % par année								
Augmentation salariale pour l'année suivant l'évaluation	2,75 % par année plus les augmentations au mérite et celles liées aux promotions								
Augmentation du MGAP pour l'année suivant l'évaluation	2,75 % par année								
Indexation future des prestations constituées et des pensions en vigueur	0 % par année								
Mortalité	Table de mortalité 2014 pour le secteur public (Table CPM 2014Publ), avec échelle d'amélioration générationnelle CPM-B et facteurs d'ajustement de 105 % pour les hommes et 110 % pour les femmes.								
Retraite	Âge à la date de conversion								
Âge au départ à la retraite	60+	55-59	50-54	45-49	40-44	35-39	30-34	25-29	Moins de 25 ans, ou adhésion au Régime après la conversion
56	5 %	2,5 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
57	5 %	5 %	5 %	2,5 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
58	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	2,5 %	0 %	0 %	0 %
59	20 %	12,5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	0 %	0 %
60	20 %	20 %	20 %	12,5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	2,5 %
61	20 %	20 %	20 %	20 %	20 %	12,5 %	5 %	5 %	5 %
62	6,25 %	13,1 %	20 %	20 %	20 %	20 %	20 %	5 %	5 %
63	6,25 %	6,25 %	6,25 %	13,1 %	20 %	20 %	20 %	20 %	12,5 %
64	6,25 %	6,25 %	6,25 %	6,25 %	6,25 %	13,1 %	20 %	20 %	20 %
65	6,25 %	9,4 %	12,5 %	15,65 %	18,75 %	21,9 %	25 %	45 %	55 %
Cessation d'emploi (autre que par décès ou retraite)	Aucun								

Il n'y a eu aucun changement dans les hypothèses actuarielles au cours de 2017 ou de 2016.

c) Pertes actuarielles : Les pertes actuarielles représentent la variation des obligations au titre des prestations de retraite découlant de la différence entre les résultats attendus et les résultats réels. En 2017, les pertes actuarielles se sont élevées à 1 100 \$ (9 400 \$ en 2016).

## 6. Obligations au titre des prestations de retraite (suite)

d) Analyse de sensibilité : Le taux d'actualisation employé pour estimer la valeur actualisée des obligations au titre des prestations de retraite a un effet important sur l'obligation au titre des prestations de retraite à la fin de l'exercice. Au 31 décembre 2017, une diminution de 100 points de base du taux d'actualisation aurait entraîné une augmentation de 930 200 \$ (916 200 \$ en 2016) des obligations au titre des prestations de retraite.

e) Actifs aux fins de l'évaluation de la Politique de financement : La situation financière du Régime dans le contexte de la Politique de financement est déterminée en soustrayant les passifs actuariels de la valeur de l'actif aux fins de l'évaluation de la Politique de financement. Uniquement aux fins de la Politique de financement, la valeur de l'actif comprend la valeur actualisée des cotisations excédentaires, qui se chiffre à 1 215 800 \$ (1 210 100 \$ en 2016); cette valeur est définie comme étant l'excédent des cotisations prévues moins le coût d'exercice de la politique de financement pour chacune des 15 années suivant la date de l'évaluation actuarielle effectuée à la conversion. Ce montant est ajouté à la valeur de l'actif pour les essais de la Politique de financement afin de déterminer la situation de capitalisation du Régime sur la base de ladite politique. La valeur actualisée des cotisations excédentaires ne représente pas un actif aux termes des normes comptables, et elle est donc exclue du calcul de l'actif net disponible pour le service des prestations figurant dans les états financiers.

## 7. Politique de financement

La *Loi* exige que le conseil des fiduciaires utilise une politique de financement comme outil pour gérer les risques inhérents à un régime à risques partagés. Cette politique contient des orientations et des règles à propos des décisions que le conseil des fiduciaires doit ou peut prendre, selon le cas, concernant les niveaux de financement, les cotisations et les prestations.

Le RRSPNB a pour but de verser aux participants et aux bénéficiaires du RRSPNB des prestations de retraite qui ne sont pas absolument garanties, mais qui obéissent à une approche de gestion axée sur le risque qui offre une forte certitude que les prestations de base complètes seront versées dans la grande majorité des scénarios économiques futurs.

La politique de financement énonce un objectif principal et deux objectifs secondaires de gestion des risques, comme suit :

a) Le principal objectif est d'en arriver, selon une probabilité d'au moins 97,5 %, à ce que les prestations de base pour service passé à la fin de chaque année ne soient pas réduites sur une période de vingt ans.

b) Les objectifs secondaires sont les suivants :

i) accorder en moyenne une indexation conditionnelle des prestations de base à l'égard des services rendus, à la date de conversion ou avant, qui dépassent 75 % de l'indexation prévue par le Régime avant la conversion, sur une période de vingt ans;

ii) en moyenne sur une période de vingt ans, procurer d'autres prestations accessoires qui dépassent 75 % de la valeur des prestations accessoires décrites dans le texte du RRSPNB à la conversion.

Les objectifs de gestion des risques énoncés ci-dessus sont mesurés annuellement à l'aide d'un modèle de gestion de l'actif et du passif prévoyant des scénarios économiques futurs élaborés à l'aide d'une méthode stochastique.

## 7. Politique de financement (suite)

La Politique de financement énonce les décisions que doit prendre le conseil des fiduciaires. Ces décisions sont basées sur le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants sur 15 ans, soit la somme de la valeur actualisée des cotisations excédentaires et de la valeur marchande de l'actif sur une base de permanence, divisée par les passifs d'après la Politique de financement. Selon le résultat, ces décisions peuvent comprendre soit un plan de redressement du déficit de financement ou un plan d'utilisation de l'excédent de financement, de manière à permettre que les modifications futures des taux de cotisation et des prestations soient effectuées en fonction des contraintes découlant des objectifs de gestion des risques mentionnés précédemment.

Le plan de redressement du déficit de financement est enclenché si le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants du Régime tombe à moins de 100 % à la clôture de deux exercices consécutifs. Les mesures qui doivent être prises sont résumées ci-dessous, par ordre de priorité :

1. augmenter les cotisations jusqu'à un maximum de 1,5 % pour les employés et les employeurs;
2. changer les règles de la retraite à l'égard des services rendus à la date de conversion ou par la suite pour les participants ne bénéficiant pas de droits acquis, pour en arriver à l'équivalent d'une pleine réduction actuarielle des retraites avant l'âge de 65 ans;
3. changer les règles de la retraite à l'égard des services rendus avant la date de conversion pour les participants ne bénéficiant pas de droits acquis, pour en arriver à l'équivalent d'une pleine réduction actuarielle des retraites avant l'âge de 60 ans;
4. réduire d'au plus 5 % les taux d'accumulation de la prestation de base à l'égard des services futurs;
5. réduire proportionnellement les prestations de base de tous les participants, sans distinction selon le type de participation, en proportions égales pour les services passés et futurs.

Le plan d'utilisation de l'excédent de financement est déclenché si le coefficient de capitalisation du groupe avec entrants est supérieur à 105 % à la clôture de deux exercices consécutifs. Dans un tel cas, une tranche de l'excédent peut être utilisée pour les mesures suivantes, qui sont résumées ici par ordre de priorité :

1. inverser les réductions antérieures des prestations de base dans l'ordre opposé à celui dans lequel elles ont été mises en œuvre en application du plan de redressement du déficit de financement décrit précédemment;
2. indexer les versements futurs des prestations de base à concurrence du plein indice des prix à la consommation (IPC), à l'égard de chaque année manquée ou partiellement couverte depuis la date de conversion, à commencer par la période la plus ancienne pour laquelle une indexation inférieure à l'intégralité de l'augmentation de l'IPC moyen a été accordée;
3. appliquer des réductions de cotisations, de manière que le coefficient de capitalisation avec entrants se maintienne à 140 %;
4. constituer une réserve qui couvre les dix prochaines années d'indexation conditionnelle potentielle;
5. proposer l'apport d'améliorations aux prestations, sous réserve de certains critères.

## 8. Capital

Le capital du RRSPNB représente l'actif net disponible pour le service des prestations. Le RRSPNB doit être géré de façon à prendre en compte l'interdépendance de l'ÉPP, des objectifs de la gestion du risque établis dans la Politique de financement et des exigences réglementaires pertinentes.

Il incombe au conseil des fiduciaires d'établir un ÉPP et d'approuver une composition de l'actif de placement ayant pour but de générer les rendements de placement à long terme nécessaires à la viabilité du RRSPNB. La détermination de la composition de l'actif doit reposer sur des renseignements tirés d'évaluations actuarielles indépendantes et sur les attentes concernant les marchés financiers, et cela fait intervenir un processus d'optimisation de portefeuille. Ce processus vise à tirer le meilleur rendement possible des placements tout en respectant les tests de gestion des risques énoncés dans la Politique de financement. La répartition stratégique recommandée de l'actif est examinée au moins une fois par année afin de s'assurer qu'elle demeure appropriée. Le plus récent examen de l'ÉPP a eu lieu le 27 juin 2018, date à laquelle il a été approuvé par le conseil des fiduciaires.

Une fois que la composition de l'actif est approuvée, Vestcor est chargée de la mettre en œuvre, ce qui comprend la gestion quotidienne des placements et la surveillance des contrôles des risques liés aux placements. Vestcor prépare des rapports trimestriels à l'intention du conseil des fiduciaires sur le rendement des placements, sur la conformité aux politiques, de même que sur les tendances et les variations des risques d'investissement.

L'ÉPP approuvé par le conseil des fiduciaires établit les objectifs d'investissement suivants :

- i. À long terme, préserver la valeur en capital de la Caisse de retraite, obtenir le meilleur rendement réel possible pour les placements et continuer d'atteindre les objectifs de gestion des risques;
- ii. À plus court terme, obtenir des taux de rendement concurrentiels pour chaque grande catégorie d'actif, tout en évitant les risques de placement injustifiés et la volatilité excessive des marchés;
- iii. À moyen terme, obtenir des taux de rendement supérieurs à ceux tirés de la gestion passive du portefeuille stratégique. La cible de rendement du portefeuille sur une moyenne mobile de quatre ans correspond à une valeur ajoutée de 0,42 %, déduction faite de tous les frais de gestion des placements.

## 9. Revenu net de placement

Le revenu net de placement représente les changements de la juste valeur, réalisée et non réalisée, de la valeur des parts détenues dans chacune des Entités de placement Vestcor. Le tableau qui suit présente le revenu net (la perte nette) de placement pour l'exercice clos le 31 décembre :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2017	2016
<b>Titres à revenu fixe</b>		
Fonds d'obligations nominales de la SGPNB	33 562 \$	17 318 \$
Fonds d'obligations de sociétés de la SGPNB	37 717	47 797
Fonds de valeurs à revenu fixe du Nouveau-Brunswick de la SGPNB	253	185
Fonds de titres du marché monétaire de la SGPNB	669	890
Fonds d'investissement des étudiants de la SGPNB	110	156
	72 311	66 346
<b>Actions</b>		
Fonds indiciel d'actions canadiennes de la SGPNB	48 966	108 635
Fonds d'actions canadiennes à faible volatilité de la SGPNB	36 014	57 211
Fonds d'actions canadiennes externes de la SGPNB	13 544	22 357
Fonds d'actions canadiennes — stratégie active à long terme de la SGPNB	7 561	16 481
Fonds d'actions internationales externes de la SGPNB	29 181	(3 866)
Fonds indiciel d'actions EAEO de la SGPNB	34 143	(1 252)
Fonds d'actions internationales à faible volatilité de la SGPNB	50 408	(3 892)
Fonds d'actions de marchés émergents à faible volatilité de la SGPNB – classe N	36 882	8 824
Fonds indiciel d'actions américaines (2017) de la SGPNB	223 823	—
Fonds indiciel d'actions américaines de la SGPNB – classe N	(174 546)	33 450
Fonds d'actions américaines à faible volatilité (2017) de la SGPNB	195 823	—
Fonds d'actions américaines à faible volatilité de la SGPNB – classe N	(169 209)	31 798
	332 590	269 746
<b>Actifs liés à l'inflation</b>		
Fonds de titres indexés sur l'inflation de la SGPNB	3 907	10 794
Fonds de valeurs immobilières canadiennes de la SGPNB	28 692	17 686
Fonds de fiducies de placement immobilier canadiennes de la SGPNB	4 620	14 978
Fonds de valeurs immobilières fermées non canadiennes de la SGPNB	2 167	(80)
Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor	788	—
Fonds de valeurs immobilières internationales (2017) de la SGPNB	26 562	—
Fonds de valeurs immobilières internationales de la SGPNB – classe N	(25 611)	3 010
Fonds d'investissement en infrastructures publiques (2017) de la SGPNB	12 763	—
Fonds d'infrastructures publiques de la SGPNB – classe N	(7 261)	9 456
Fonds d'infrastructures de la SGPNB	14 294	6 992
Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor	3 052	—
	63 973	62 836

**9. Revenu net de placement (suite)**

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Placements non traditionnels</b>		
Fonds d'actions nord-américaines à faible corrélation avec les marchés (2017) de la SGPNB	16 241	—
Fonds d'actions nord-américaines à faible corrélation avec les marchés de la SGPNB – classe N	(9 671)	5 731
Fonds à gestion quantitative (2017) de la SGPNB	46 204	—
Fonds à gestion quantitative de la SGPNB – classe N	(31 644)	16 430
Fonds quantitatif d'actions au bêta stratégique (2017) de la SGPNB	15 645	—
Fonds quantitatif d'actions au bêta stratégique de la SGPNB – classe N	(6 069)	6 394
Fonds de promotion des titres participatifs du Canada atlantique et du Nouveau-Brunswick de la SGPNB	4 878	1 052
Fonds d'actions de sociétés fermées de la SGPNB	52 249	18 000
Société en commandite de sociétés d'action fermées de Placements Vestcor	(1 111)	—
	<b>86 722</b>	<b>47 607</b>
<b>Répartition stratégique de l'actif</b>		
Fonds de la stratégie de composition de l'actif de la SGPNB	3 643	3 542
<b>Revenu net de placement</b>	<b>559 239 \$</b>	<b>450 077 \$</b>

**10. Prestations de retraite**

Le tableau suivant présente une ventilation des types de prestations de retraite :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Retraites	337 880 \$	325 227 \$
Cessations d'emploi	4 032	4 806
Invalidité	1 648	1 813
Survivant	30 784	29 896
Autres	3 696	2 737
	<b>378 040</b>	<b>364 479</b>

Ces prestations sont présentées dans l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Prestations de retraite	365 554 \$	351 983 \$
Remboursements et transferts	12 486	12 496
	<b>378 040 \$</b>	<b>364 479 \$</b>

**11. Frais d'administration**

Le Régime se voit imputer des frais pour les services professionnels et d'administration fournis par ses fournisseurs de services, soit Vestcor, une partie liée. Le tableau ci-dessous résume ces charges :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Administration du Régime :		
Bureau et services d'administration ( <i>note 12</i> )	3 034 \$	2 908 \$
Service de conseil	75	112
Frais juridiques	227	286
Services actuariels	75	77
Frais de vérification	20	61
Conseil des fiduciaires	66	32
	<b>3 497</b>	<b>3 476</b>
Coûts de gestion des placements :		
Frais de gestion des placements ( <i>note 12</i> )	8 100	8 624
Garde de titres	563	533
	<b>8 663</b>	<b>9 157</b>
TVH	1 765	1 124
	<b>13 925 \$</b>	<b>13 757 \$</b>

**12. Opérations entre parties liées**

Le Régime est lié à la province du Nouveau-Brunswick, y compris ses ministères, organismes, districts scolaires, régies régionales de santé, sociétés d'État et autres entités d'État. Le conseil des fiduciaires détermine le montant des cotisations au Régime et des paiements versés sur ce dernier.

En vertu de la *Loi sur Vestcor*, le Régime est devenu, le 8 juillet 2016, membre d'une compagnie sans capital-actions à but non lucratif, la Société Vestcor. Le 1<sup>er</sup> octobre 2016, la Société Vestcor a acquis une participation de 100 % dans deux filiales, soit la Société de gestion des placements Vestcor et la Société des services de retraite Vestcor, qui ont été fusionnées le 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour devenir Vestcor Inc. (Vestcor). Vestcor est l'actionnaire unique de Vestcor Investments General Partner, Inc. En date du 31 décembre 2017, Vestcor Investments General Partner, Inc. est le commandité dans trois sociétés en commandite dans lesquelles le Régime détient une participation : la Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor, la Société en commandite d'investissement en infrastructures de Placements Vestcor et la Société en commandite de sociétés d'action fermées de Placements Vestcor (*note 3*).

Tous les placements du Régime figurant à l'état de la situation financière sont investis dans des unités des Entités de placement Vestcor, ce qui permet au Régime de détenir une participation indivise dans les actifs sous-jacents (*note 3*). En outre, le Fonds de valeurs immobilières canadiennes de la SGPNB et le Fonds d'actions de sociétés fermées de la SGPNB, ont effectué certains de leurs placements immobiliers directement et indirectement au moyen de filiales entièrement détenues.

Les placements dans les Entités de placement Vestcor comprennent les placements sous-jacents dans des obligations provinciales et municipales du Nouveau-Brunswick, dont la juste valeur comptabilisée au 31 décembre 2017 atteint 38 773 \$ (42 285 \$ en 2016).

**12. Opérations entre parties liées (suite)**

Les dépenses liées à l'administration du Régime et les coûts de gestion des placements du Régime versés à Vestcor pour l'exercice sont décrits à la note 11. Les montants payables à Vestcor pour la gestion des placements de 2 687 \$ (1 643 \$ en 2016) et pour les dépenses liées à l'administration du Régime de 300 \$ (561 \$ en 2016) sont compris dans les créditeurs et les charges à payer au 31 décembre 2017.

**13. Engagements**

Le Fonds de valeurs immobilières canadiennes de la SGPNB, le Fonds de valeurs immobilières fermées non canadiennes de la SGPNB, la Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor, le Fonds d'investissements en infrastructures de la SGPNB, le Fonds d'actions de sociétés fermées de la SGPNB et la Société en commandite de sociétés d'action fermées de Placements Vestcor ont pris des engagements d'investissement qui peuvent être financés au cours des prochains exercices conformément aux modalités des diverses ententes de partenariat. Le tableau qui suit présente la quote-part du Régime des engagements non provisionnés au 31 décembre :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Fonds de valeurs immobilières canadiennes de la SGPNB	4 832 \$	14 149 \$
Fonds de valeurs immobilières fermées non canadiennes de la SGPNB	5 670	2 710
Société en commandite de valeurs immobilières privées de Placements Vestcor	11 694	—
Fonds d'investissements en infrastructures de la SGPNB	2 686	8 294
Fonds d'actions de sociétés fermées de la SGPNB	139 209	185 137
Société en commandite de sociétés d'action fermées de Placements Vestcor	65 288	17 227
	<b>229 379 \$</b>	<b>227 517 \$</b>

**14. Indemnisation**

Conformément à la Convention et déclaration de fiducie, le conseil des fiduciaires a le droit d'être indemnisé au moyen des actifs de la caisse de retraite pour toutes les obligations contractées, y compris les coûts associés à la défense, dans l'exercice de ses fonctions de fiduciaire. Conséquemment, une demande d'indemnisation pourrait être faite à l'encontre du Régime concernant les poursuites intentées au Nouveau-Brunswick et où le conseil des fiduciaires est concerné, bien que, à ce jour, aucune demande de la sorte n'ait été reçue et qu'aucune indemnité n'ait été versée. La nature contingente de ces obligations d'indemnisation empêche le Régime de faire une estimation raisonnable des paiements potentiels maximum qui pouvant exigés.

La poursuite où le conseil des fiduciaires est concerné est la suivante :

*Guy Levesque c. Nouveau-Brunswick et coll.*, FC-212-15 : Les membres du conseil des fiduciaires sont chacun nommés à titre de parties défenderesses. Le demandeur demande lui aussi à l'avance de faire couvrir ses frais entre avocat et client par la caisse de retraite ou par les fiduciaires, plus les dommages-intérêts auprès de la caisse de retraite pour tout ajustement au coût de la vie perdu. Le conseiller juridique du conseil a avisé ce dernier qu'il n'est pas possible à l'heure actuelle de déterminer les chances de réussite de cette poursuite.